

CINQ CAS CONFIRMÉS DONT DEUX DÉCÈS À SIKKDA
Mobilisation contre la diphtérie

Lire l'article de M. Aziza page 3



**L'IA fait disparaître
l'enseignement supérieur**

PAR OLIVIA GUEST
ET IRIS VAN ROOIJ²

1. Professeur adjoint en sciences cognitives computationnelles à l'université Radboud.
2. Professeur de sciences cognitives computationnelles à l'université Radboud.

Préserveons le chiffrement

PAR SALLY
WENTWORTH

Sally Wentworth est présidente-directrice générale de l'Internet Society et de l'Internet Society Foundation.

**Les terres rares sont la carte
maîtresse de la Chine**

Par Angela Huyue
Zhang

Professeur de droit à l'université de Californie du Sud, est l'auteur de High Wire : How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy

**Comment le G20 peut
contribuer à éradiquer
la faim dans le monde**

PAR RAJ PATEL
ET REFILOE JOALA

1. Enseignant-chercheur à l'Université du Texas à Austin, et membre du Groupe d'experts international sur les systèmes alimentaires durables.
2. Coordonne le programme de souveraineté alimentaire au sein du bureau régional sud-africain de la Fondation Rosa Luxemburg.

**Le rapport Rodwell
ou la persistance
coloniale dans la
politique française**
Par Salah LAKOUES P.5

**La France
sur le gril**
Par Kamal GUERROUA P.5

**LA TRÊVE EMPOISONNÉE
ET LE RETOUR DE
L'OMBRE DE LA GUERRE
Entre la scène de
Charm el-Cheikh
et la réalité
de Ghaza** P.5
Par Laala BECHETOULA



GHAZA
**L'entité sioniste continue
de violer le cessez-le-feu**
Lire l'article de Mohamed Mehdi page 2

Ghaza

L'entité sioniste continue de violer le cessez-le-feu

Mohamed Mehdi

Samedi, 9^e jour de l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, les échanges de prisonniers décédés se sont poursuivis entre la Résistance palestinienne et l'entité sioniste, dans le cadre de la première phase du «plan de paix» de Donald Trump.

Dans son rapport statistique quotidien sur le nombre de victimes de l'agression sioniste contre Ghaza, publié hier, le ministère de la Santé fait état de 29 martyrs et 19 blessés arrivés dans les hôpitaux de l'enclave au cours des précédentes 24 heures (mercredi). Parmi les 29 martyrs, les corps de 23 ont été retrouvés sous les décombres, 2 ayant succombé à leurs blessures, et 4 autres ciblés directement par les forces d'occupation après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu.

Jusqu'à jeudi, le bilan du génocide israélien à Ghaza s'est élevé à 68.116 martyrs et 170.200 blessés depuis le 7 octobre 2023, ajoute le document. Le ministère précise que les 11 martyrs du massacre Abu Chaabane, toujours sous les décombres, ne sont pas compris dans ce bilan. Le document note, par ailleurs, que «120 martyrs ont été ajoutés aux statistiques cumulées des martyrs, dont les données ont été complétées et approuvées par la Commission judiciaire chargée du suivi du dossier des signalements et des personnes disparues du 10 au 17 octobre 2025».

Par ailleurs, le ministère précise que depuis le cessez-le-feu, le 11 octobre 2025, les attaques de l'armée israélienne ont fait 27 martyrs et 143 blessés, et que pendant la même période 404 corps ont été récupérés sous les décombres dans différentes parties de Ghaza. En outre, «15 corps non identifiés ont été remis par l'occupation, portant le nombre total de corps reçus à 135 en lots de (45 + 45 + 30 + 15)», affirme encore la même source.

L'OCCUPATION SIONISTE COMMET 47 VIOLATIONS DU Cessez-le-feu EN UNE SEMAINE

«L'occupation israélienne a commis une série transgressions flagrantes et manifestes de l'accord de cessez-le-feu dans la bande de Ghaza, et des règles du droit international humanitaire, totalisant 47 violations documentées à ce jour», a indiqué, hier, le Bureau des médias du gouvernement dans un communiqué.

«Ces violations ont pris la forme de tirs directs sur des civils, de bombardements et de prises pour cible délibérées, et d'arrestations de plusieurs civils. Ces pratiques reflètent la poursuite de l'agression de l'occupation malgré la déclaration de cessez-le-feu», ajoute le communiqué.

La déclaration relève que ces violations «ont été constatées dans tous les gouvernorats de la bande de Ghaza sans exception», appelant «les Nations Unies et les garants de l'accord à intervenir d'urgence pour contrain-

dre les forces d'occupation à mettre fin à leur agression et à protéger la population civile sans défense de la bande de Ghaza».

Le massacre commis vendredi par l'armée sioniste contre un véhicule qui transportait les membres d'une même famille dans le quartier d'Al-Zeitoun, à l'est de la ville de Ghaza, confirme la volonté de l'occupation de ne pas respecter le cessez-le-feu.

A ce propos, la Protection civile à annoncé, hier, concernant ce massacre qui a fait 11 martyrs, que ses équipes «ont pu, en coordination avec OCHA, atteindre et récupérer les corps de 9 martyrs, dont 4 enfants et 3 femmes». «Par ailleurs, les corps de deux enfants sont toujours portés disparus, leurs restes ayant été dispersés par l'intensité des bombardements et les conditions difficiles du terrain et de l'environnement dans la zone ayant entravé les efforts de récupération», ajoute le communiqué de la Protection civile publié sur Telegram.

Mahmoud Basal, le porte-parole de la Protection civile, a précisé à ce sujet, que l'armée israélienne a tiré sur le véhicule alors que la famille tentait de rejoindre son domicile pour l'inspecter. «Ils (les victimes) auraient pu être avertis ou traités différemment», a-t-il déclaré, ajoutant que «ce qui s'est passé confirme que l'occupation est toujours assoiffée de sang et persiste à commettre des crimes contre des civils innocents».

Dans une déclaration à Al Jazeera, Chris Doyle, directeur du Conseil pour la compréhension arabo-britannique (CAABU), basé à Londres, s'est dit étonné de la minimisation du sort des détenus Palestiniens par la communauté internationale, y compris dans les médias occidentaux, qui n'ont d'intérêt que pour les prisonniers israéliens libérés de Ghaza. «Israël a détenu des milliers de Palestiniens de Ghaza et de Cisjordanie tout au long de la guerre, mais la communauté internationale accorde peu d'attention à leurs conditions de libération», affirme Chris Doyle, dans une déclaration rapportée par AJE.

«Ce qui me frappe, c'est l'attention portée sur la scène internationale aux otages israéliens, ce qui est compréhensible, mais l'absence totale de couverture médiatique sur ces prisonniers et détenus palestiniens, sur leurs conditions de libération. Où étaient-ils détenus ? La torture, et même les accusations d'abus sexuels, tout cela est largement minimisé», a-t-il déclaré. «Mais bien sûr, pour les Palestiniens, c'est une réalité extrêmement réelle, très crue, et cela montre à quel point la couverture médiatique et le débat politique aux États-Unis, en Europe et dans d'autres pays, se concentrant toujours sur le sort des Israéliens et moins sur celui des Palestiniens.» a ajouté Doyle. A propos du plan de Trump, Chris Doyle estime «nécessaire de mettre en place un mécanisme permettant de déterminer les responsabilités», mais il n'a «aucun doute» que «ni les États-Unis ni Israël ne souhaiteront autoriser un tel mécanisme judiciaire».

Mouvement des non-alignés

Le leadership du président de la République salué

Le Mouvement des non-alignés (MNA) a salué, lors de sa 19^e Réunion ministérielle tenue les 15 et 16 octobre à Kampala, le leadership du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, dans le renforcement de l'action africaine commune, le soutien aux causes justes et la consolidation de la coopération internationale au service des intérêts des pays du Sud.

Les documents finaux sanctionnant les travaux de cette réunion ont salué tout particulièrement les efforts du Président, Abdelmadjid Tebboune, dans le cadre des missions qui lui sont confiées au sein de l'Union africaine (UA), notamment son mandat en qualité de coordinateur de l'UA en matière de lutte contre le terrorisme, ainsi que sa direction avisée du Forum

des chefs d'Etat et de Gouvernement du Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP).

Le MNA a, en outre, salué la proposition du président de la République portant institution d'une journée africaine dédiée à la mémoire des martyrs et des victimes du colonialisme en Afrique, ainsi que son intention d'organiser une conférence internationale sur les crimes du colonialisme, en coordination avec la Commission de l'UA.

Dans le même contexte, le MNA a également mis en avant le soutien constant du Président, Abdelmadjid Tebboune, au peuple palestinien, à travers notamment son parrainage personnel des efforts de réconciliation entre les frères palestiniens et les initiatives précieuses entreprises par l'Algérie,

sous sa direction, au sein du Conseil de sécurité de l'ONU en appui à la cause palestinienne.

Le MNA a aussi mis en lumière les efforts de l'Algérie pour promouvoir l'action multilatérale internationale au service des intérêts des pays du Sud, à l'instar de sa présidence réussie du processus de négociation de la Convention de l'ONU contre la cybercriminalité et de sa conduite des travaux du Comité spécial chargé d'élaborer une convention internationale générale sur la lutte contre l'utilisation des technologies de l'information et des communications à des fins criminelles, ainsi que de sa contribution directe à l'adoption, par le Conseil des droits de l'homme, d'une résolution importante sur l'impact des mines antipersonnel.

ANALYSE

Mustapha Aggoun

Nous pensions que libérer la Palestine signifiait juste reconquérir une terre, effacer une occupation, réparer une injustice géographique. Nous pensions que le combat se jouait juste dans la poussière des batailles, dans les sommets diplomatiques, dans les déclarations enflammées. Mais le destin, souvent ironique, a renversé les rôles. Car ce n'est pas nous qui avons libéré la Palestine. C'est la Palestine qui nous a libérés de nos illusions, de nos mirages, de notre cécité volontaire. Elle a mis à nu le grand théâtre du monde, les visages peints des faux humanistes, les grands prêtres de la morale universelle qui prêchent la dignité des peuples, sauf lorsqu'il s'agit du peuple palestinien. Elle a déchiré le masque de l'Occident, ce masque maquillé par des siècles de discours civilisateurs, de chartes et de conventions, de déclarations sur les Droits de l'homme qu'on brandit à la lumière et qu'on foule dans l'ombre.

Palestine, miroir brisé des consciences, a révélé ce que beaucoup refusaient de voir : que l'universalisme proclamé n'est qu'un décor fragile, qu'une idéologie de confort pour ceux qui détiennent la force. Derrière les tribunes des Nations Unies, les plateaux de télévision et les mots pompeux des chancelleries, se cache une hypocrisie profonde, celle d'un monde qui pleure les victimes selon leur passeport, qui condamne selon la couleur du drapeau, et qui distribue la justice selon la langue, selon la religion, selon tout sauf parce que tu es humain.

Nous n'avons pas su la libérer, cette terre bénie et meurtrie. Nous avons échoué à unir nos forces, nos volontés, nos destins. Mais dans sa douleur, dans son sang versé, la Palestine a accompli ce que nos discours n'ont jamais pu faire : elle nous a réveillés. Elle a fait exploser le mensonge du «monde libre», cet empire des apparences qui se veut juge et conscience de l'humanité. En résistant, seule, dans les ruines et les flammes, la Palestine a mis au défi l'ordre moral du monde. Elle a posé la question que tous les peuples opprimés entendent, mais que peu osent prononcer : *de quelle humanité parlez-vous ?*

Elle a montré que la modernité occidentale, si fière de sa raison et de sa science, pouvait sombrer dans la barbarie la plus nue dès lors que ses intérêts étaient en jeu. Que les Droits de l'homme n'étaient pas une religion universelle, mais une monnaie sélective. Que la liberté, la démocratie et la justice devenaient des armes

La Palestine qui nous a libérés...!

rhétoriques, brandies contre les faibles et suspendues pour les puissants.

Et dans ce dévoilement brutal, la Palestine est devenue

un miroir tendu à tous les peuples du Sud, à tous ceux qui, depuis des décennies, subissent les doubles standards, les interventions humanitaires sélectives, les leçons de morale prononcées au-dessus des ruines qu'ils n'ont pas créées.

Elle est devenue, paradoxalement, un maître. Un maître de lucidité, de dignité, de résistance. Car elle nous a appris, dans son martyre, ce que les livres ne disaient plus : que la vérité n'a pas besoin d'être victorieuse pour être éclatante, et que la justice peut être vaincue dans les faits mais triomphante dans la mémoire.

Chaque cri dans les décombres de Ghaza porte plus de vérité que les éditoriaux feutrés des journaux «respectables».

La Palestine n'est plus seulement un lieu. Elle est devenue une épreuve morale, une mesure du cœur humain. Elle a révélé, mieux que tous les traités de philosophie politique, la fracture entre les mots et les actes, entre l'éthique proclamée et la pratique cynique. La Palestine nous a redonné quelque chose de précieux, une clarté. Elle nous a libérés de la fascination servile que nous nourrissions pour l'Occident, de cette illusion selon laquelle le salut viendrait toujours d'ailleurs, des modèles importés, des regards extérieurs. Elle a fait tomber le voile. Elle nous a appris à regarder le monde sans naïveté, à reconnaître les mots qui sonnent creux, les larmes qui ne coulent que pour certains, les indignations calibrées selon les intérêts. En nous dévoilant la duplicité du discours occidental, elle nous a offert, malgré tout, une forme de liberté intérieure : celle du désenchantement lucide.

La Palestine, qu'on croyait victime, est devenue révélatrice. Ce peuple qu'on voulait effacer a exposé l'effondrement moral d'un système qui se prétendait universel. Et dans ce miroir brisé, c'est toute l'Humanité qui se regarde aujourd'hui. Nous n'avons pas libéré la Palestine. Mais elle, par sa souffrance et sa résistance, nous a libérés de l'aveuglement. Et c'est peut-être là, dans ce renversement, que réside la plus grande victoire : celle de la vérité sur le mensonge, de la mémoire sur l'oubli, de la dignité sur le cynisme.

Elle nous a rappelé que l'Histoire, même lorsqu'elle est étouffée, finit toujours par parler. Et que parfois, les vaincus sont les seuls à dire le vrai.

Le Quotidien
D'ORAN

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 195.923.000,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.23.25.22
23.25.23 / 23.25.24
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

Fax Pub: 041.23.25.21
Fax et Rédaction: 041.23.25.20

Imp.: Oran : imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger : imprimerie "Le Quotidien d'Oran"
Constantine : S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail : infos@lequotidien-oran.com
publicite@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE

«Pour votre Publicité s'adresser à : l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité» - Agence ANEP 01, Avenue Pasteur - Alger - Téléphone : 020.05.20.91 / 020.05.10.42 - Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45 / 020.05.13.77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz / programmation.regie@anep.com.dz / agence.oran@anep.com.dz / agence.annaba@anep.com.dz / agence.ouargla@anep.com.dz / agence.constantine@anep.com.dz

Cinq cas confirmés dont deux décès à Skikda

Mobilisation contre la diphtérie

M. Aziza

Cinq (05) cas confirmés de diphtérie ont été enregistrés dans la wilaya de Skikda, dont deux décès, un homme de nationalité étrangère, âgé de 25 ans, et une fillette de 12 ans non vaccinée contre cette maladie. C'est ce qui ressort d'un communiqué rendu public avant-hier par le ministère de la Santé. Le département de Mohamed Seddik Ait Messaoudène assure qu'une cellule de crise a été mise en place au niveau de la direction de la Santé et de la Population pour suivre de près l'évolution de la situation épidémiologique, selon la même source. Ce qui va permettre de coordonner l'ensemble des mesures préventives et thérapeutiques nécessaires, en collaboration avec les autorités locales. Les services sanitaires spécialisés ont immédiatement lancé des enquêtes épidémiologiques approfondies concernant les cas enregistrés. Le plus important est de savoir que les personnes ayant été en contact avec les malades ont été soumises à un traitement prophylactique (chimioprophylaxie) et vaccinées contre la diphtérie, afin d'éviter toute propagation du virus et l'apparition de nouveaux cas. En matière de vaccination, 514 personnes ont été vaccinées au cours des dernières 48 heures, dans le cadre d'une campagne préventive menée par les équipes médicales locales sous la supervision de la cellule de crise. Le ministère de la Santé assure que la situation est stable et que le suivi sur le terrain se poursuit quotidiennement et avec rigueur. Et ce à travers le renforcement de la surveillance épidémiologique dans l'ensemble des structures sanitaires de la wilaya, ainsi que la prise en charge des cas selon les protocoles thérapeutiques en vigueur. Le ministère rappelle à tous les citoyens l'importance du respect du calendrier vaccinal, soulignant que la vaccination demeure le moyen le plus efficace pour prévenir la diphtérie et d'autres maladies infectieuses. Les vaccins sont disponibles dans l'ensemble des établissements de

Classement QS 2026 des Universités L'Algérie en tête au niveau arabe

El-Houari Dilmi

L'Algérie s'est hissée à la première place du classement arabe et maghrébin des Universités pour l'édition 2026 du prestigieux classement international QS (Quacquarelli Symonds). En effet, selon le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique (MESRS), le nombre d'universités algériennes classées est passé de 17 en 2025 à 46 en 2026, contre seulement 14 en 2024. Avec ce classement, l'Algérie se classe au premier rang au niveau maghrébin et arabe en termes de nombre d'institutions universitaires classées. L'Université d'Annaba s'est distinguée en occupant la première place à l'échelle nationale, grâce à une avancée significative dans le classement régional, après avoir figuré, l'an dernier, dans la catégorie (170-161), «ce qui met en évidence les efforts déployés pour améliorer la qualité de l'Enseignement et la visibilité de la Recherche scientifique aux niveaux régional et international», selon le MESRS. Le classement «QS» des Universités arabes, élaboré chaque année par la Société britannique 'Quacquarelli Symonds', est un classement régional qui vise à évaluer et comparer la performance des établissements d'Enseignement supérieur dans la région. Le classement 'QS' des Universités arabes repose sur un cadre complet comprenant 10 indicateurs principaux, parmi lesquels la réputation académique, la réputation des em-

ployeurs, le ratio enseignants-étudiants, les citations de recherche, ainsi que la proportion d'enseignants internationaux et d'étudiants internationaux. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, M. Kamel Baddari, a salué, la semaine dernière, les performances de l'Université algérienne aux niveaux national et international, réaffirmant l'engagement de son département à mettre en œuvre les réformes initiées par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, dans ce domaine. Baddari a, dans ce cadre, cité les résultats du classement mondial des Universités 'Times Higher Education World University Rankings', l'un des classements universitaires mondiaux les plus réputés, qui a attribué à l'Algérie la première 1^{re} place au niveau maghrébin et la deuxième 2^e au niveau africain avec 28 établissements universitaires, contre un seul en 2017. Les Universités de Sidi Bel-Abbès et d'El Oued se sont ainsi partagé la 1^{re} place nationale dans la catégorie des 1200-1500 établissements d'enseignement supérieur à l'échelle mondiale. Le ministre a notamment évoqué les cinq (05) Ecoles supérieures du Pôle universitaire de Sidi Abdallah et les nouveaux modules introduits, tels que les logiciels open source, la rétro-ingénierie et l'intelligence artificielle (IA), ainsi que d'autres réalisations», qui, a-t-il dit, «font de l'Enseignement supérieur la locomotive du développement local et de l'Economie nationale».

Chanegriha en visite en République de Corée

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), effectue, depuis samedi, une visite officielle en République de Corée pour prendre part à l'exposition internationale d'aérospatial et de défense "ADEX-2025", indique un

communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Sur invitation du ministre de la Défense nationale de la République de Corée, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire, entame une visite officielle en République de Corée, à

partir d'aujourd'hui samedi 18 octobre 2025, pour prendre part à l'Exposition internationale d'aérospatial et de défense ADEX-2025". Lors de cette visite, qui s'inscrit dans le cadre du renforcement de la coopération entre l'ANP et les Forces armées de la République de Corée, les deux parties examineront "les questions d'intérêt commun", ajoute le communiqué.



Belkacem Ahcene-Djaballah

GENS SANS TERRE !?

Tout dernièrement, en Conseil des ministres du 5 octobre, ce qui, tout de même, confère à la chose de l'officialité car inscrite dans le communiqué final, le président de la République (encore ! car, il faut le souligner , si mes souvenirs sont encore bons, lors d'un ancien Conseil des ministres, il avait déjà ordonné qu'aucun arbre fruitier ne devait être touché) , concernant un projet de décret exécutif portant annulation du classement de parcelles de terres agricoles a refusé que des terres agricoles soient détournées de leur vocation initiale pour la création de projets publics, instruisant le Gouvernement d'adopter d'autres mécanismes pour trouver des assiettes foncières susceptibles d'accueillir ces projets, les terres devant être non arables. Il a donc demandé au Gouvernement d'adopter d'autres mécanismes pour trouver des assiettes foncières susceptibles d'accueillir ces projets, des terres devant être non arables» (terrans inexploités, en friche, zones non agricoles, etc...). Voilà donc une mesure qui traduit une volonté claire de préserver le patrimoine agricole et de protéger la sécurité alimentaire du pays. Et, aussi, pour éliminer les énormes pertes induites par la déclassification et l'artificialisation des sols agricoles (coût de 300 milliards de dinars sur les 15 dernières années, selon les experts du CNESE) . Donc, avant tout projet d'aménagement, afin de déterminer si les terres concernées sont réellement non cultivables, il apparaît désormais nécessaire de réaliser des études préalables sérieuses et transparentes. Une démarche qui éviterait la disparition de surfaces agricoles vitales. Que dire ? Il était temps ! Car, toutes ces dernières années, les projets d'équipements publics lancés ainsi que les programmes de construction de nouveaux logements et équipements ont été si nombreux (Ainsi, le programme de la Loi de finances pour 2025 avait prévu, entre autres, la construction de 235.000 nouveaux logements. Parallèlement, on devait poursuivre la réalisation des 965.833 unités restantes dans le cadre des programmes en cours, en mettant l'accent sur les zones rurales et les régions urbaines en « besoin urgent de logements ») que les déclassements de terres, pour certaines d'entre-elles, encore bien utiles à l'agriculture, n'ont pas été rares, parfois même ne respectant pas, dans tous ses détails, la réglementation en vigueur... beaucoup d'«autorités» ou d'entreprises se réfugiant derrière le «Programme du Président», les «Instructions présidentielles» et l'«Utilité publique» pour contourner les résistances . Parallèlement, côté privé (domaine de l'Etat y compris), on a noté une urbanisation anarchique au sein même des villes, entraînant la construction de bâtisses souvent hideuses et la disparition des espaces verts. Et, aussi, à l'extérieur des agglomérations urbaines, avec le détournement de terres agricoles, au minimum utiles, au bénéfice de construc-

tions anarchiques et presque jamais finies. Pour emprunter à un sociologue de chez nous, un étranger en visite en Algérie pourrait se demander, en voyant les dites-constructions, si l'on construisait ou l'on détruisait. Il est évident qu'il faut faire face à la pression exercée par les demandes en matière de logements et d'équipements nécessaires au développement du pays. Mais, il ne faut pas se laisser submerger d'autant que les demandes sont en croissance accélérée. De 2020 à 2024, près de 1,7 million d'unités de logements ont été distribuées à travers le pays et la feuille de route du ministère de l'Habitat est ambitieuse pour les années à venir. D'ici 2030, il prévoit la construction de 2 millions de logements, avec pour objectif de réduire le taux d'occupation des logements à 4,12 personnes par unité d'ici la fin 2025.

Que faire ? Sans occulter les besoins et les nécessités, souvent urgentes, de logements et d'équipements, rendre rapidement l'instruction applicable à travers des textes réglementaires... ceci dit pour que l'Algérie ne devienne pas, au niveau de son Nord, un espace de gens «tous logés» mais sans terre... pour se nourrir ou se reposer... ou même être inhumés. Voilà qui ne fera pas des heureux ! Pour emprunter à un chroniqueur de presse, grand fumeur de thé, qui s'adressait aux mécontents de la décision présidentielle : «T'es pas content ? Mange du béton et chie du parpaing !». Et, aussi, pour abaisser la facture d'importation des produits agricoles et alimentaires, s'élevant actuellement à plusieurs milliards de dollars Us d'importations alimentaires chaque année.

*Quelques citation extraites du «Dictionnaire des citations algériennes» , A-D B, Ed.El Qobia, Alger - Notre terre n'est pas méchante. Nous en sortons et nous y retournons. C'est tout simple. Elle aime ses enfants. Quand ils l'oublient trop, elle les rappelle (Feraoun Mouloud, « La terre et le sang » . Roman © Enag Editions , Alger 2012) -La terre ne peut compter sur personne d'autre que celui qui l'a acquise à la sueur de son front et qui la traite comme son enfant (Mouloud Achour, « En souvenir de l'étrangère » . Roman© Casbah Editions, Alger 2021) -La véritable richesse se trouve dans la terre inépuisable. Le pétrole, en revanche, semble abrutir ceux qui le possèdent. Il pousse à la paresse et il est toxique (Houari Boumediène, in Ghoulem Berrah (Dr), « Mes missions confidentielles. Le dossier Boumediène/ Houphouët -Boigny » . Récit © Casbah Editions, Alger 2023) -La terre, ça se travaille éternellement .Elle ne donne que si tu lui donnes .Dieu fera le reste (Yamina Méchakra , « Arris » . Roman© . Kalima Editions (1^{ère} éd. Marsa, 1999, et roman traduit en arabe), Alger 2023)

Relizane

Un jeune meurt emporté par les eaux

Les secours de la Protection civile ont déploré le décès d'un jeune homme de 27 ans emporté par les eaux de l'Oued Sahel El Kri, commune de Sidi M'Hamed Ben Ali, à Relizane, suite aux dernières intempéries, selon un bilan de la protection civile des dernières 48 heures. Les mêmes services sont intervenus dans les wilayas de Djelfa, M'sila, Ghardaïa, Bordj Bou Arreridj, Chlef, Mila, Médéa et Bouira, pour procéder à des opérations d'épuisement et de pompage des eaux pluviales dans des habita-

tions et le sauvetage de personnes en situation dangereuse. Des pluies parfois sous forme d'averses orageuses, accompagnées localement de chutes de grêle avec des rafales de vent sous orages, continuent d'affecter plusieurs wilayas du pays jusqu'à dimanche, selon un bulletin météorologique spécial (BMS), émis samedi par l'Office national de météorologie. De niveau de vigilance "Orange", ce BMS concerne les wilayas de Souk Ahras, Khenchela, Oum El Bouaghi, Batna, Tébessa, Biskra, Ouled Djellal, El Meghaïer,

Tougourt, et le nord d'El Oued, avec des quantités de pluies estimées entre 20 et 30 mm, atteignant ou dépassant 40 mm notamment sur la région des Aurès, jusqu'à dimanche à 06h00 du matin, précise la même source. Le BMS concerne également les wilayas de Ghardaïa, Laghouat, Djelfa, M'sila, Bordj Bou Arreridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma, El Tarf, Annaba, Skikda, Jijel, Bejaïa et Tizi Ouzou, avec des quantités de pluies oscillant entre 20 et 30mm, samedi entre 12h00 à 23h00.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE SAIDA
DIRECTION DE LA SANTE ET DE LA POPULATION DE SAIDA
ETABLISSEMENT PUBLIC HOSPITALIER AHMED MEDEGHRI SAIDA

ANNONCE POUR RECRUTEMENT

L'Etablissement public hospitalier Ahmed MEDEGHRI Saida annonce pour recruter sur titre pour l'accès aux grades cités ci-dessus pour l'année 2025

Grades	Mode de recrutement	Conditions de recrutement	Spécialité	Postes ouverts	Lieu d'affectation	Autres conditions
Médecin Généraliste de santé publique	Concours sur Titre	Diplôme Docteur en médecine ou un titre reconnu équivalent	Docteur en médecine	06	Etablissement hospitalier Ahmed Medeghri Saida	

Dossier de candidature contient les pièces suivantes :

- ✓ Demande manuscrite
- ✓ Photos copie égalisée de la carte d'identité
- ✓ Photos copie du diplôme + Relevés de notes des années de formation
- ✓ Fiche de renseignement remplie par le candidat+ N tel + Adresse + photo
- ✓ Attestation de travail + les contrats

- Délais d'enregistrement des dossiers et fixé de 15 jours ouvrables à compter de la date de cette annonce
 - Les dossiers de candidature seront déposés à L'établissement Public Hospitalier Ahmed Medeghri de Saida
- Observation :**
- Ne sont pas pris en compte les dossiers incomplets ou celles qui sont déposés les délais d'enregistrements.

14 OCT 2025

Saida le

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531013748 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA D'ORAN
DAIRA DE BETHIOUA
COMMUNE D'AIN EL BIA

ERRATUM AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DES MARCHES

En application des dispositions de la Loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et le décret présidentiel N° - 15/247 du 16/09/2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations de service public, le président de l'assemblée populaire communale de AIN EL BIA informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de la capacité minimale que le marché est attribué provisoirement comme suit :

N°	INTITULÉ DU PROJET	L'ENTREPRISE RETENUE	N° D'IDENTIFICATION FISCAL NIF	LA NOTE TECHNIQUE	LE MONTANT EN TTC	LE DÉLAI DE RÉALISATION	MOTIF DE CHOIX
01	Réalisation d'une salle de soin à Ayaida	Entreprise Hoceini Lotfi Local N° 01 chehairia Ain El Bia Oran	18942230037519513101	52,00	21.368.651.50 DA	175 jours	L'offre La Moins Disant

Tout soumissionnaire qui conteste ce choix peut introduire un recours auprès de la commission des marchés de la commune dans un délai de dix (10) jours à compter de la première publication de l'avis d'attribution provisoire, dans le bulletin officiel des marchés de l'opérateur public (BOMOP) ou la presse, si le dixième jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la date limite pour introduire un recours est prorogée au jour ouvrable suivant et cela conformément de la Loi N°23-12 du 05/08/2023 fixant les règles générales relatives aux marchés publics et le décret présidentiel N° - 15/247 du 16/09/2015 portant réglementations des marchés publics et des délégations de service public.

Les soumissionnaires non retenus peuvent prendre connaissance des résultats détaillés de leurs offres technique et financières en se rapprochant auprès des services de la commune, au plus tard trois (3) jours à compter du premier jour de la publication de l'attribution provisoire du marché

Le président de l'APC

ANEP N° 2531013705 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025

WILAYA DE MASCARA
DAIRA : AIN-FARES
COMMUNE : AIN-FARES

République Algérienne Démocratique et Populaire

Avis D'Appel d'Offre Ouvert avec exigence
de capacités minimales n° 26/2025

Le Président de l'Assemblée Populaire Communale d'Ain Fares sous le NIF : 098428245048415 lance un Avis d'Appel d'Offres ouvert avec exigence de capacités minimales pour la Réalisation du Projet suivant :

- ACQUISITION D'UN RETRO -CHARGEUR.

Les entreprises intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès du bureau du secrétariat général contre un paiement de 5.000,00 DA.

Les entreprises soumissionnaires doivent obligatoirement accompagner leur offres par les documents exigés par la réglementation en vigueur.

* Dossier de candidature :

- La déclaration de candidature.
- La déclaration de probité selon modèle ci-joint.
- Copie de l'extrait du casier judiciaire du soumissionnaire.
- Extrait de rôle en cours de validité.
- Une copie du registre de commerce électronique
- Les bilans financiers des trois dernières années.
- Références professionnelles (justifiées avec des Attestations de bonne exécution délivrées par le maître de l'ouvrage).
- Statuts pour les sociétés.)=)ààà
- Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- Relevé d'identité bancaire (RIB).

* Offre technique :

- Le cahier des charges portant à la dernière page la mention manuscrite « lu et accepté ».
- Une déclaration à souscrire.

* Offre financière:

- La lettre de soumission dûment remplie et signée.
- Le bordereau des prix unitaires dûment signé par le soumissionnaire.
- Le devis quantitatif et estimatif dûment signé par le soumissionnaire.

Conformément à l'article 69 du décret présidentiel n°15-247 du 18.09.2015 les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché public qui doit les fournir dans un délai maximum de 10 jours à compter de la date de sa saisine, et en tout état de cause avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marché.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées ; ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme comportant la mention « A n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres », et l'objet du projet.

La réception des offres est fixée à 15 jours à compter de la date de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux ou BOMOP.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours à compter de la date limite de dépôt des offres.

L'heure de limite de dépôt des offres est fixée à 14 :00 h.

L'ouverture des plis se tiendra en séance publique le dernier jour de la réception des offres au siège de la commune d'Ain Fares à 14H00, les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis, si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'à jour ouvrable suivant.

Le Président de l'A.P.C

ANEP N° 2531013740 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE
DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA DE BECHAR
IDENTIFICATION FISCALE N° : 0998 0801 90867 01AVIS APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES
N°: 26/2025/DEP/2025 APRES UNE ANNULATION DE LA PROCEDURE

N° d'Opération : S1.011.044.01.4808.000.008.19.046

Intitulé de l'opération : Etude, suivi, réalisation et équipement d'une école primaire type «B»

Monsieur le responsable de l'action de la direction des équipements publics de la Wilaya de Béchar lance un avis d'appel d'offres ouvert avec exigences de capacités minimales pour:

RÉALISATION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE TYPE « B » A HAI EL MOUNGAR, COMMUNE DE BECHAR, LOT: CANTINE SCOLAIRE 200R.

Les entreprises intéressées par le présent appel d'offres disposant un certificat de qualification et classification professionnelle catégorie **Trois (III) ou plus en bâtiment** comme activité principale en cours de validité à la date d'ouverture des plis et ayant déjà réalisé, au moins un projet en bâtiment d'un montant égal ou supérieur à 10.000.000,00 DA justifier par une attestation de bonne exécution ou attestation des travaux délivrée par les maîtres d'ouvrages publics et Avoir un cumule des chiffres d'affaires de 03 dernières années (2022, 2023 et 2024) dépasse ou égale à 10.000.000,00 DA justifié par le certificat « C N°20 » et/ou les bilans financiers.

Peuvent retirer le cahier des charges auprès de la Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Béchar, Sise Cité triangle universitaire, Route de l'université à Béchar.

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné, dans le cas de groupement, le cahier de charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné. Les offres doivent comporter trois (03) enveloppes intérieures séparées portant l'objet de l'appel d'offres ainsi que selon le cas, la mention: « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière ».

Chaque offre est insérée dans une enveloppe fermée et cachetée, Les trois (03) enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention suivante.

A N'OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLS ET D'ÉVALUATION DES OFFRES APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCES DE CAPACITES MINIMALES N°: 26/2025/DEP/2025.
RÉALISATION D'UNE ÉCOLE PRIMAIRE TYPE « B » A HAI EL MOUNGAR, COMMUNE DE BECHAR, LOT: CANTINE SCOLAIRE 200R.

Les offres doivent être accompagnées des pièces suivantes :

- A- **DOSSIER DE CANDIDATURE:** (Voir l'article 09 du cahier des charges).
- B- **OFFRE TECHNIQUE:** (Voir l'article 09 du cahier des charges)
- C- **OFFRE FINANCIÈRE:** (Voir l'article 09 du cahier des charges)

La durée de préparation des offres est à Quinze (15) jours qui court à partir de la date de la première publication du présent avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres avant 10h00mn, cette date est tacitement reportée au premier jour ouvrable, dans le cas où le jour du dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis (Offre de candidature, offre technique et l'offre financière) à une seule séance, qui se fera le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 10h30mn au siège de la Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Béchar. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 10h30 mn

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée égale à la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

N.B.:

- Pour plus d'information, les soumissionnaires doivent référer aux dispositions de cahier des charges.
- Les moyens humains et matériels remplissant les conditions minimales de la préqualification technique (Note technique éliminatoire) ayant servi pour d'autres projets conclus avec la Direction des Équipements Publics de la Wilaya de Béchar, ne sont pas sujets à la notation lors de l'évaluation des offres.

LE DIRECTEUR

ANEP N° 2531013746 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025

Le rapport Rodwell ou la persistance coloniale dans la politique française

Sous l'apparence d'un audit technique sur l'accord de 1968, le rapport Rodwell ressuscite une vieille tentation française : faire de la relation avec l'Algérie un miroir commode des angoisses nationales.

Par Salah Lakoues

Derrière les chiffres et les équilibres budgétaires, il y a une mémoire re foulée-celle d'une colonisation jamais réparée, d'une guerre d'indépendance mal digérée, et d'une diaspora érigée en variable d'ajustement politique.

À chaque crise, la France revient à l'Algérie comme à son passé non soldé. Ce rapport n'est pas une rupture : il est la continuité d'un malentendu historique entre domination et reconnaissance.

À chaque fois que la France traverse une crise politique ou identitaire, l'Algérie revient dans le débat public-comme un miroir des fractures françaises, un exutoire commode pour conjurer l'impuissance. Le rapport Rodwell, qui propose de dénoncer l'accord de 1968, ne déroge pas à cette règle. Sous couvert de rationalité budgétaire, il réactive une vieille mécanique : transformer l'héritage colonial en argument de campagne, et la mémoire d'une guerre inachevée en outil de politique intérieure. Un texte à portée plus politique que budgétaire Publié à l'initiative d'un groupe de députés macronistes engagés sur les questions migratoires, le rapport Rodwell s'inscrit dans une dynamique plus politique que juridique.

Présenté comme une réflexion sur le « coût » de l'accord franco-algérien de 1968, il repose en réalité sur une lecture sélective et utilitariste de l'histoire. Ce texte survient dans un moment politique particulier : le départ de Bruno Retailleau, figure d'une ligne dure sur les questions migratoires, laissait espérer un apaisement diplomatique sous la houlette du nouveau ministre de l'Intérieur, Laurent Nuñez. Mais la publication du rapport a aussitôt ravivé les tensions, rétrécissant l'espace pour un dialogue serein avec Alger.

L'accord de 1968 : une mémoire juridique d'une histoire partagée Signé six ans après l'indépendance algérienne, l'accord de 1968 régit la circulation, le séjour et le

travail des ressortissants algériens en France. Il constituait alors une réponse pragmatique à la fois à la reconstruction économique française et aux réalités humaines d'une migration postcoloniale inévitable. Ce cadre, qui conférait un statut dérogatoire aux

Algériens, était le prolongement d'une relation historique d'interdépendance. Aujourd'hui encore, il demeure un pilier discret mais vital de la coopération entre les deux pays.

Le rapport Rodwell le présente comme un privilège coûteux, sans rappeler le contexte historique qui en justifie l'existence : la France avait besoin de cette main-d'œuvre, tout comme elle avait une dette morale envers un peuple qu'elle avait longtemps exploité.

Une dette historique toujours en suspens Car l'histoire n'a jamais été soldée. Les cicatrices de la colonisation restent profondes : expropriations, spoliations du trésor d'Alger, massacres, tortures, essais nucléaires dans le Sahara, déscolarisation forcée... Autant de réalités dont la France n'a jamais assumé les conséquences, ni sur le plan moral, ni sur le plan matériel. Les réparations n'ont jamais été sérieusement discutées, encore moins les indemnisations des victimes de la guerre d'indépendance. Or, ces questions constituent le véritable déséquilibre historique : celui d'un pays ancien colonisateur refusant toujours d'assumer sa dette envers l'ancien colonisé. En se concentrant sur le « coût » supposé de l'accord de 1968, le rapport Rodwell inverse la logique : il présente comme une charge financière ce qui fut, historiquement, une dette contractée dans le sang et l'injustice. Une contribution algérienne bien réelle à la France Loin d'être un fardeau, la présence algérienne en France représente un pilier économique et social. En 2024, près de 3 800 médecins diplômés hors Union européenne, majoritairement algériens, ont passé les épreuves pour exercer en France. Ces praticiens sont indispensables dans les zones rurales et les hôpitaux publics, et leur intégration soulage le système hospitalier français des coûts de formation de nouveaux médecins.

De même, les entrepreneurs d'origine algérienne contribuent au dynamisme économique local : ils créent des emplois, paient des impôts, innover et participent à la vitalité des territoires. Ces acteurs économiques et sociaux, loin de peser sur la France, incarnent la continuité d'un lien humain et productif. En invisibilisant cet apport, le rapport réduit la réalité à une

simple ligne budgétaire-un traitement comptable d'une histoire humaine et partagée. Un rapport piloté et instrumentalisé La rédaction du rapport a été confiée à un noyau de parlementaires macronistes à sensibilité sécuritaire, épaulés par des experts juridiques et financiers proches des commissions sur les affaires étrangères et l'immigration. Ce travail collectif, soutenu par certains think tanks et universitaires, illustre une volonté politique : peser sur les orientations du gouvernement, influencer la communication publique et repositionner la majorité sur un terrain identitaire avant les échéances électorales.

Ce rapport n'est donc pas neutre. Il s'inscrit dans une stratégie de contrôle du récit politique, à la fois pour rassurer un électorat conservateur et exercer une pression interne sur un gouvernement qui semblait prêt à renouer avec Alger.

LE RISQUE D'UNE FRACTURE DIPLOMATIQUE DURABLE

La dénonciation de l'accord de 1968, même envisagée théoriquement, poserait de graves problèmes diplomatiques et juridiques. L'accord ne comporte pas de clause de dénonciation unilatérale claire. L'agiter comme une menace reviendrait à rompre un cadre de coopération qui, malgré ses imperfections, reste l'un des rares canaux de dialogue institutionnel entre les deux pays. Cette surenchère politique pourrait aussi saper la coopération dans des domaines cruciaux : lutte contre le terrorisme, gestion des flux migratoires, santé, éducation et mobilité universitaire. À l'heure où la France cherche à préserver une influence dans le Maghreb, un tel geste reviendrait à isoler Paris et à renforcer les partenariats algériens avec d'autres puissances, notamment la Chine et la Russie. La mémoire coloniale comme instrument politique Le rapport Rodwell illustre une dérive constante de la politique française : instrumentaliser la mémoire coloniale pour gagner du terrain électoral.

Ce texte, sous couvert de rigueur budgétaire, évite la question centrale : celle de la réparation historique. Il ne répond ni aux besoins d'équité, ni à la nécessité d'un dialogue franc entre deux nations liées par l'histoire. Plutôt que de revisiter les blessures du passé pour les transformer en ponts de coopération, la France semble préférer en faire des armes politiques. Tant que la colonisation restera un tabou ou un outil de campagne, la réconciliation avec l'Algérie demeurera une promesse sans lendemain.

La France sur le gril

Par Kamal Guerroua

On ne sait plus ce qui se passe en France ! Le pays marche au ralenti, et aucune ficelle de lumière ne se profile à l'horizon. En moins d'un an, trois gouvernements sont tombés, faute d'avoir l'assentiment de l'Assemblée nationale. A droite comme à gauche, chacun tire la couverture vers soi, sur fond d'incertitude budgétaire. Face à une rue qui bouillonne, l'élite semble regarder ailleurs.

Au premier rang, Bruno Retailleau, le ministre-cavalier, longtemps habité par les glorioles de la fonction suprême, et qui croisait le fer avec le Quai d'Orsay au sujet de ses relations avec l'Algérie.

Incapable de faire régner l'ordre dans le gouvernement ni d'imposer sa vision « raciste » sur la question migratoire-le seul dossier, au demeurant, dans lequel il marque des points aux yeux d'une opinion publique épuisée par les politiques d'austérité-, le chef de file des Républicains risque même de perdre la main dans son propre parti. Devant Laurent Wauquiez, le patron du groupe de la droite à l'Assemblée, il fait profil bas.

Ce dernier penche plutôt par une fidélité pragmatique à « la Macronie » pour l'approbation de la déclaration de politique générale de Sébastien Lecornu. Un

pavé dans la mare. La bataille de leadership au sein du parti a même fait exploser, par ricochet, et en moins d'une journée le premier exécutif formé par le même Sébastien Lecornu. Un fait inédit, voire rare dans la Ve République !

Les yeux rivés dans l'échéance présidentielle de 2027, Retailleau a accéléré le rythme de ses ambitions démesurées jusqu'au point où il a scellé sa rupture avec la base de son parti. Et dans une sorte d'autodestruction sacrificielle, il appelle son contingent à la rescousse, alors qu'il est au fond du trou. Ne voulant plus lâcher du lest à une équipe gouvernementale qu'il soupçonne être dirigée à distance par la gauche, il ne compte pas renoncer à ses engagements, quitte à abandonner le grand navire en naufrage-ce qui a eu lieu d'ailleurs.

Mais ce qui se cache dans les coulisses se révèle au grand jour à l'occasion des motions de censure déposées par la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon et le Rassemblement national de Marine Le Pen, deux partis aux antipodes unis dans leur opposition à l'exécutif, mais totalement en divergence sur le plan idéologique.

Lecornu qui a cédé sur l'essentiel-la revendication de base, à savoir le retrait de la réforme des retraites posée comme une

condition sine qua non par le parti socialiste d'Olivier Faure et les organisations syndicales a pu éviter la censure de son gouvernement, mais ne sera plus en mesure de désarmer dans les semaines à venir la protesta contre Macron, au bas de l'échelle dans les sondages d'opinion et dont beaucoup à gauche comme à droite réclament la tête.

Désormais à deux têtes, le parti des républicains qui compte six ministres dans l'actuel exécutif est plus que jamais désuni, tout comme l'hémicycle qui s'assied sur des équilibres fragiles. La France s'oriente-t-elle à court terme vers une seconde dissolution de l'Assemblée ? Le scénario est possible, d'autant que, même si le gouvernement II de Lecornu s'en sort indemne cette fois-ci, il n'en reste pas moins que le compromis soit si ténu et si temporaire, à défaut d'une majorité stable dans l'Assemblée et d'accords fondamentaux sur les grands dossiers de l'actualité.

Mais, enfin, Emmanuel Macron parviendra-t-il à sortir du pouvoir par le haut, à la manière gaullienne, et dans l'art délicat dont seuls les grands leaders maîtrisent la recette ? Aura-t-il le culot d'affronter la colère populaire, tout en sauvant in extremis son image, tant ternie par une gestion pour le moins « catastrophique » de son pays ? Wait and see !

La trêve empoisonnée et le retour de l'ombre de la guerre

Entre la scène de Charm el-Cheikh et la réalité de Gaza



Par Laala Bechetoula

• Menaces réelles, reprise annoncée ?

Malgré l'escalade verbale israélienne et les ordres de préparation militaire, aucune reprise officielle des opérations massives n'avait été déclarée au 17 octobre 2025.

Les déclarations de Netanyahu et de son ministre de la Défense restent des menaces conditionnées au transfert des restes des otages, alors que des obstacles logistiques réels compliquent leur récupération. Donald Trump, quant à lui, a lié la deuxième phase de sa « feuille de route » au désarmement du Hamas dans un délai de 72 heures, tout en précisant ensuite qu'il n'enverrait pas de troupes américaines à Gaza, laissant à Israël la possibilité de reprendre la guerre en cas de blocage.

Ainsi, parler d'une « reprise effective » relève davantage du discours politique que des faits militaires constatés.

• I. Un discours à Jérusalem, une réalité à Gaza

Le 13 octobre, sous la coupole de la Knesset, Donald Trump proclamait « la fin de la guerre » dans une mise en scène millimétrée. Mais sur le terrain, rien n'est terminé : les gravats cachent encore des corps, la faim persiste, et la moindre faille dans le calendrier américain-israélien pourrait rallumer la machine de guerre.

• II. Charm el-Cheikh : une vitrine bien éclairée, mais vide

La conférence de Charm el-Cheikh a donné lieu à une image impeccable : Trump au centre, Sissi et Netanyahu l'encadrant, et une rangée de dirigeants arabes dans un décor de « paix ». Mais derrière le décor se cache une mécanique implacable : libération des otages vivants, récupération des corps, désarmement, puis négociations sans calendriers. Sans équipements

lourds pour fouiller les décombres, Gaza était condamnée à l'échec logistique. L'accord lui-même devient alors une trappe : le moindre retard devient une « preuve de mauvaise foi » et une justification pour frapper à nouveau.

• III. Netanyahu et Trump : une alliance narrative

Netanyahu a besoin d'une victoire pour survivre politiquement ; Trump d'un théâtre extérieur pour regagner son prestige. Leur partenariat est d'abord narratif : redéfinir les rôles-Israël comme rempart de la civilisation, Gaza comme menace barbare-en inversant cyniquement la réalité des chiffres : 70 000 morts, 95 % des bâtiments détruits.

• IV. Les Arabes : présents physiquement, absents politiquement

Vingt chefs d'État arabes étaient présents. Aucun n'a dénoncé publiquement les violations israéliennes ni les conditions humiliantes de l'accord. Beaucoup ont préféré la photo souvenir au positionnement stratégique. Ce silence s'inscrit dans une continuité : celle d'une diplomatie arabe souvent spectatrice, rarement actrice, même dans les moments décisifs.

• V. L'après-trêve : une guerre en suspens

Faute de garanties, la « paix » actuelle ressemble davantage à une pause tactique. La marge de manœuvre des médiateurs arabes et turcs s'est réduite à néant. L'armée israélienne reste en alerte, la rhétorique politique est prête, et le moindre prétexte pourrait rallumer la guerre-peut-être à un rythme plus ciblé, plus calibré, mais non moins brutal. Le scénario le plus plausible : escalade graduelle, assassinats ciblés, pressions économiques, puis frappes concentrées -le tout instrumentalisé dans les calendriers électoraux israéliens et américains.

Projet stratégique sur plusieurs plans L'extension du port d'Arzew opérationnelle vers la mi-2026

L'extension du port d'Arzew, qui entrera en service vers la mi-2026, se distingue par son impact très attendu sur le commerce international, la logistique industrielle et l'exportation de matières premières. L'importance stratégique de ce chantier, qualifié de structurant pour la région Ouest et l'ensemble de l'économie nationale, n'est plus à démontrer.

Houari Saaïdia

Le nouveau port permettra notamment l'exportation du minerai de fer et de ses produits transformés issus du complexe sidérurgique Tosyali, mais aussi le soutien d'un projet stratégique visant à exporter le fer du gisement de Ghar Djebilet. Ces initiatives devraient renforcer considérablement la chaîne logistique industrielle et accroître la compétitivité des produits algériens sur les marchés internationaux. Le calendrier des travaux prévoit la finalisation, dans les prochains mois, avec une mise en service officielle en 2026.

Une fois opérationnel, le port d'Arzew offrira des capacités supplémentaires pour le traitement de milliers de tonnes de marchandises par jour, répondant ainsi à la croissance soutenue du commerce maritime et aux ambitions économiques de l'Algérie. Les retombées de ce projet sont multiples.

PROJET STRUCTURANT À TOUT POINT DE VUE

Outre l'augmentation des recettes d'exportation, l'extension du port devrait générer de nouveaux emplois directs et indirects, stimuler l'investissement local et étranger, et renforcer la position d'Oran comme hub logistique de l'Ouest algérien. Les experts estiment que cette modernisation pourrait attirer davantage d'acteurs industriels et faciliter la création de zones d'activités économiques autour du port, dynamisant l'ensemble du tissu économique régional. Ce chantier s'inscrit dans une stratégie visant à moderniser les infrastructures portuaires et à soutenir les grands projets industriels. Il illustre également la volonté des autorités de diversifier l'économie et de développer des filières à forte valeur ajoutée, notamment dans les secteurs minier et industriel. L'ouverture prochaine du port en 2026 s'annonce comme une étape décisive dans la consolidation de la place d'Oran sur la carte méditerranéenne et dans le développement durable de la région.

LE CHANTIER À VITESSE GRAND V

Dans la dernière ligne droite, les entreprises à l'œuvre au niveau du chantier d'extension du port d'Arzew mettent toutes voiles dehors pour livrer le projet dans son intégralité avant la fin d'année en cours.

Un vrai contre-la-montre est en effet engagé depuis quelque temps pour mener à bon port les travaux d'extension et de modernisation de cette infrastructure avant l'échéance fixée. Qualifié de stratégique, le projet d'extension du port d'Arzew figure en bonne place dans le programme national de développement et de modernisation des ports.

Une infrastructure portuaire qui compte aujourd'hui parmi les plus importantes du pays, en termes de flux logistique et de retombées économiques, mais qui a été trop longtemps délaissée et livrée à des aléas de gestion et d'exploitation et à des contraintes exogènes bien éloignées des critères de rendement et de modernité. Fort heureusement, depuis ces quelques dernières années, les initiatives se multiplient, s'inscrivant dans une nouvelle vision stratégique du choix et des impacts de l'investissement productif, et de promouvoir des exportations hors hydrocarbures. L'ensemble du projet étant prévu pour fin 2026, la livraison et la mise en service se fera par phases. Le premier compartiment devait être réceptionné à la fin du mois de juillet en cours, la deuxième section à la fin de l'année 2025.

Les travaux incluent la construction d'un nouveau quai commercial de 1.200 mètres de long et près de 14 mètres de profondeur et couvrant une superficie de 52 hectares. Il comprendra au total quatre sites destinés à l'exportation d'urée et de divers produits en acier, ainsi qu'au traitement des containers avec une capacité de 500.000 tonnes par an et un autre site pour la réparation des navires.

LE PLUS GRAND CHANTIER NAVAL DU PAYS

Ce projet est à même d'atténuer la tension sur le port qui ne cesse de connaître une dynamique de trafic de marchandises hors hydrocarbures, à l'instar de l'urée, le fer, le ciment, le gypse, le bois, outre la résorption de plusieurs effets collatéraux tel que le stationnement prolongé et fort contraignant des camions au port et le long de la façade maritime d'Arzew. L'étude prévoit la mise en place de 6 postes à quai : 3 pour les hydrocarbures et 3

pour les marchandises diverses, notamment les solides, avec des tirants d'eau de 14 m. Le futur bassin est projeté à côté de la jetée secondaire. Outre les complexes qui étaient alors en phase d'étude ou de réalisation, la nouvelle configuration de l'enceinte portuaire du port d'Arzew devait prendre en charge d'autres exportations, dont celle résultant du projet initié dans le cadre du partenariat Sonatrach/Total, le complexe de vapocraquage d'éthane et le projet de méga-train de GNL d'Arzew. Autant de projets qui rendent nécessaire cette extension, laquelle se traduirait par 25 ha en superficie d'entreposage et de stockage. Le projet est supervisé par l'Entreprise nationale de construction et de réparation navale (ERENAV) et les travaux sont confiés à un groupement algéro-chinois (Cosider et Meditram-Shac) pour un délai n'excédant pas 39 mois, à compter de mai 2023, pour une enveloppe de 45 milliards DA.

DIMENSION INTERNATIONALE

De dimension internationale, s'étalant sur plus de 5 hectares avec ses huit ateliers de réparation et de construction, équipé d'un nouveau dock d'une capacité de levage de 20.000 tonnes, le chantier naval d'Arzew en voie d'achèvement va supplanter celui de Bejaïa pour devenir carrément le N°1 du pays. Au sommet de l'échelle d'un ambitieux plan de déploiement de plusieurs unités du genre, lancé par l'Erenav, le chantier naval d'Arzew a nécessité à lui seul un investissement de 20 milliards de DA. Doté de tous les équipements nécessaires, soit une autonomie de 100% en moyens et logistiques, ce chantier naval est conçu également pour être une station-pivot qui traitera autant avec les entreprises maritimes étatiques et privées, en matière de réparation de bateaux, qu'avec des pays étrangers. Il était prévu dans un premier temps que la structure du chantier naval d'Arzew consacrée aux activités de réparation et de maintenance devait être livrée en novembre 2024, mais ce délai a été largement dépassé. Quant au compartiment spécialisé dans la fabrication navale, il devait être fin prêt avant fin 2025.

Opération de police 14 individus recherchés arrêtés et 6 véhicules mis en fourrière

K. Assia

Dans le cadre de la lutte contre la criminalité sous toutes ses formes, une opération conjointe menée par six sûretés urbaines (3, 4, 11, 9, 10, 12^{ème}) a été lancée dans plusieurs quartiers et zones relevant de leurs compétences. Le but est de sécuriser les biens et les personnes et mettre hors d'état de nuire les individus recherchés par la justice selon les services de la police. 95 personnes ont été interpellées au cours de cette campagne coup de poing et soumi-

ses à un examen de situation et 14 d'entre elles sont recherchées. Parmi eux, deux font l'objet de mandats de justice alors que 10 autres sont condamnés.

Les policiers ont aussi arrêté 8 personnes pour détention et commercialisation de stupéfiants, port d'armes entre autres. 16 comprimés psychotropes, 10 gr de kif traité et un montant de 14.750 dinars en plus de plusieurs armes blanches ont été saisis. Ils ont contrôlé des dizaines de véhicules et mis en fourrière six et ont relevé 9 infractions routières. 4

motos ont été aussi mises en fourrière pour diverses infractions à la réglementation. Dans le domaine de la police générale, les unités d'intervention ont contrôlé 14 commerces afin de s'assurer si toutes les conditions liées à l'exercice de l'activité commerciale sont respectées à l'exemple de l'hygiène, de la détention du registre de commerce, etc. Notons que des numéros verts, le 17, le 1548 en plus de l'application «Allo chorta» sont mis à la disposition des citoyens pour leur sécurité et celle de leurs biens.

Contrôle de la qualité et des pratiques commerciales Les cafés passés au peigne fin à Arzew

K.Assia

Les opérations de contrôle de la qualité et de la conformité des produits mis sur le marché se multiplient à Arzew. Après les boulangeries, c'est au tour des cafétérias d'être inspectées par la commission communale en charge du dossier de la qualité et de la protection de la santé publique. Celle-ci a été appuyée par les représentants de la police, de la direction du commerce, de la protection civile et les cadres des différents services de l'APC d'Arzew et a ciblé 9 cafés et plusieurs constatations ont été faites par les membres de cette commission. Le but est de vérifier si les pratiques commerciales sont respectées et de garantir la qualité et une meilleure prestation de service au client. La commission a vérifié tout d'abord si les gérants sont en possession de registre de commerce attestant leur activité faute de quoi des décisions de fermeture seront prononcées.

Elle a aussi vérifié s'ils sont en possession de l'autorisation d'exploitation de catégorie 1 spécifique et aussi l'autorisation d'exploitation du trottoir pour la pose des tables et des chaises.

Autre volet abordé au cours de ces sorties d'inspection est celui lié aux attestations médicales du personnel, la disponibilité des moyens en cas d'incendies et ceux des premiers secours en plus du contrôle du taux de chlore dans l'eau. Toutes ces observations ont été mentionnées dans le rapport de la commission et des mesures seront prises à l'encontre des contrevenants. Le mois dernier, la commission a procédé à un vaste contrôle dans

plusieurs boulangeries au niveau de la localité d'El Mohgoun relevant de l'APC d'Arzew. Des infractions liées au non-respect de l'hygiène et aussi le non-respect du prix du pain ont été relevées. Sur ce et conformément à la loi en vigueur, une décision de fermeture a été prononcée à l'encontre d'une boulangerie pour non-respect des normes d'hygiène et de qualité. Par ailleurs, deux autres boulangeries ont été mises en demeure pour non-respect du prix de la baguette de pain qui est fixé à 10 dinars. Celles-ci feront l'objet de fermeture en cas de récidive.

Ainsi et tout axant sur l'impact de ces contrôles, les services de la commune comptent multiplier ces campagnes d'inspections afin de protéger la santé des consommateurs et surtout garantir la disponibilité du pain et le respect de son prix. Il y a lieu de rappeler qu'en avril dernier, l'Association de protection du consommateur d'Oran avait décidé de poursuivre en justice les boulangeries pratiquant des prix illégaux suite à des plaintes émanant de nombreux citoyens.

Celle-ci avait annoncé sa décision de lancer des actions en justice contre toute boulangerie contrevenant à la réglementation en matière de prix.

Les contrôles effectués ont révélé que certains boulangers ne respectent ni les prix fixés par l'Etat, ni les normes en vigueur. Ainsi et face à de telles insuffisances, les bureaux d'hygiène communaux ont été instruits de renforcer le dispositif de contrôle en multipliant les descentes afin de contrecarrer tout danger pouvant porter atteinte à la santé du consommateur.

Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed Pour la première fois dans le classement QS Arab Region 2025

J.Boukraa

L'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed a été inscrite, pour la première fois, au prestigieux classement QS Arab Region Ranking 2025, qui évalue la performance des universités à travers le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, a indiqué un communiqué de cette institution. Les résultats publiés le jeudi 16 octobre confirment la présence de l'Université d'Oran 2 parmi 46 établissements d'enseignement supérieur algériens reconnus dans cette édition du classement international. Le classement QS repose sur plusieurs indicateurs clés, tels que la qualité de la formation académique, la production scientifique, la réputation académique, ainsi que la visibilité et l'influence de l'université auprès de ses partenaires économiques et sociaux.

Cette reconnaissance marque une étape importante dans le parcours de l'université vers l'excellence académique et la valorisation de la re-

cherche scientifique. Elle traduit les efforts continus de la communauté universitaire pour renforcer la qualité de l'enseignement, encourager la publication scientifique de haut niveau et améliorer la visibilité institutionnelle à l'échelle régionale et internationale. L'Université d'Oran 2 ambitionne désormais de consolider sa position dans les classements régionaux tout en se préparant à intégrer d'autres classements mondiaux. Pour ce faire, elle mise sur le renforcement des activités de la Commission de la visibilité institutionnelle, la promotion d'une formation de qualité dans les trois cycles universitaires et la stimulation de la recherche à fort impact. Ce succès collectif est le fruit de la mobilisation de l'ensemble des enseignants, chercheurs, étudiants et personnels administratifs, unis autour d'un objectif commun : faire de l'Université d'Oran 2 Mohamed Ben Ahmed une référence académique reconnue au niveau national, régional et international.

ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

BOUCHENAFYA Yahia, 60 ans, Centre-ville
BENDJILALI Zohra, 74 ans, Sidi El Houari
EL AMRI Mama, 68 ans, Cité Petit
MEKAOUI Ali, 91 ans, Haï Daya

Horaires des prières pour Oran et ses environs

27 rabie ethani 1447				
El Fedjr 05h50	Dohr 12h48	Assar 15h57	Maghreb 18h25	Icha 19h43



Tiaret

Neuf réservoirs pour améliorer la distribution de l'eau

Les travaux de réalisation de neuf réservoirs d'eau ont été lancés dans la wilaya de Tiaret et la wilaya déléguée de Ksar Chellala, a-t-on appris auprès du directeur des ressources en eau, Laïd Aïssani.



Ces projets, inscrits dans le cadre du programme sectoriel de l'année en cours, contribueront, une fois concrétisés et dans un délai ne dépassant pas six mois, à l'augmentation des capacités de stockage, ce qui se répercutera positivement sur la distribution de l'eau potable, a souligné M. Aïssani.

A ce titre, les communes de Hamadia et de Zemala Emir Abdelkader, relevant de la wilaya déléguée de Ksar Chellala, ont bénéficié de deux réservoirs d'une ca-

pacité de 1.000 mètres cubes chacun. Par ailleurs, les travaux de réalisation d'un réservoir de 250 mètres cubes se poursuivent dans la commune de Bougara. Le coût total de ces infrastructures s'élève à 231,8 millions de dinars.

Dans la wilaya de Tiaret, les communes de Rahouia, Mechraâ Sfa et Aïn El Hadid ont bénéficié de réservoirs d'une capacité de 1 000 mètres cubes. D'autres réservoirs de 500 mètres cubes sont en cours de réalisation dans les communes de

Sidi Hosni, Medrissa et Sidi Abderahmane, pour un coût global de 141 millions de dinars, selon le même responsable.

Par ailleurs, plusieurs forages profonds, récemment réalisés et équipés, dans le cadre d'un programme spécial dont a bénéficié la wilaya de Tiaret, au titre de l'année en cours, ont été récemment mis en service, au profit des communes ayant connu des perturbations dans l'approvisionnement en eau potable, a-t-on également indiqué.

Tissemsilt

Formation : deux nouvelles conventions signées

La direction de la Formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Tissemsilt a signé deux conventions de coopération, respectivement avec la direction de l'action sociale et de la solidarité (DAS) et l'antenne locale de l'Office national d'alphabétisation et d'enseignement des adultes, selon la directrice du secteur, Zohra Djedi. La convention signée avec le secteur de la solidarité vise à renfor-

cer la formation en faveur des personnes à besoins spécifiques, en ouvrant des spécialités adaptées à leurs capacités, facilitant ainsi leur intégration dans les établissements de formation, en leur assurant un encadrement pédagogique approprié et des moyens adaptés, tout au long de leur cursus.

Quant à la convention conclue avec l'antenne locale de l'Office d'alphabétisation, elle a pour objectif la coo-

pération et la complémentarité entre les deux établissements, à travers l'organisation de campagnes de sensibilisation destinées aux personnes analphabètes des deux sexes, notamment dans les zones enclavées de la wilaya, afin de les encourager à rejoindre les classes d'alphabétisation, étape qui leur permettra par la suite d'accéder à la formation et à la qualification professionnelles.

Tlemcen

Vers un réseau national de prise en charge de la scoliose

Les 3es Journées Internationales de Chirurgie Pédiatrique ont débuté jeudi à Tlemcen, à la faculté de médecine de l'Université "Abou Bekr Belkaid", ont indiqué les organisateurs.

Cette manifestation scientifique de deux jours, initiée par ladite faculté en coordination avec le service de chirurgie pédiatrique de l'établissement hospitalier "Mère-Enfant" de Tlemcen, a vu la participation de plusieurs chirurgiens pédiatres, chefs de services issus d'hôpitaux d'Alger, Oran, Constantine, Aïn Témouchent, ainsi que de Tunisie et de France, selon le Pr Samir Azzouni, chef du service de chirurgie pédiatrique à l'hôpital "Mère-Enfant" et coordinateur de l'événement.

La première journée a été marquée par des communications sur des thèmes, tels que la prise en charge de la scoliose chez l'enfant, les urgences liées aux fractures, les infections

osseuses et articulaires, entre autres problématiques relevant de la chirurgie pédiatrique.

Le Dr Bekkali Mohamed Khalil, maître-assistant au sein du même service, a souligné que cette rencontre représente "une étape vers la création d'un réseau national de prise en charge de la scoliose chez l'enfant et l'adolescent", visant le partage d'expériences, l'harmonisation des pratiques et l'amélioration de la qualité des soins.

Il a aussi fait savoir que cinq interventions chirurgicales complexes ont été réalisées récemment sur des enfants pour la première fois au sein du service, avec deux autres opérations programmées la semaine prochaine, tandis que plus de 150 enfants attendent encore leur tour. Il a souligné que ce type d'interventions nécessite des équipements coûteux et très spécialisés.

De son côté, le Dr Ben Maâmar

Mohamed, spécialiste en chirurgie pédiatrique et rachidienne à l'hôpital Dr Benzerjeb d'Aïn Témouchent, a précisé que son service "est le seul à l'échelle nationale spécialisé dans la prise en charge de ces pathologies pour enfants et adolescents venant de tout le pays".

Il a, en outre, précisé que depuis 2009, plus de 550 opérations y ont été réalisées, et l'expérience de cette unité sera transférée à d'autres spécialistes à travers plusieurs wilayas, afin de désengorger ce centre. En marge de cette rencontre, un atelier pratique sur la prise en charge correcte des enfants atteints de scoliose sera organisé, avec la présentation de l'expérience de l'hôpital "Dr Benzerjeb", en plus de la réalisation d'interventions chirurgicales au sein du CHU de Tlemcen durant la deuxième journée, ont précisé les organisateurs.

Sidi Bel-Abbès

Les voleurs du cuivre sévissent toujours

M. Delli

La société de distribution de l'électricité et du gaz (Sonelgaz) tire la sonnette d'alarme sur le phénomène de vol du cuivre sur le réseau du gaz qui est devenu inquiétant à plus d'un titre, selon un communiqué de presse de la cellule de communication de cette société. En dépit des appels à la vigilance et des campagnes de sensibilisation dans le but de sauvegarder le service public assuré par la Sonelgaz à ses abonnés, le vol des câbles électriques et les tuyaux du gaz sont devenus fréquents ces derniers temps. Dans la nuit du 14 octobre dernier un

groupe d'individu ont vandalisé les colonnes montantes dans un bloc de la cité 175 logements au niveau du quartier «le rocher» ce qui a eu pour conséquence de priver 6 foyers du gaz naturel, souligne la même source. En dépit de ces désagréments et du préjudice financier, la Sonelgaz fidèle à ses missions du service public intervient à chaque fois pour rétablir l'alimentation en énergie aux abonnés grâce à l'engagement de ses agents et cadres. Un appel est lancé en direction des citoyens pour collaborer avec les services de la Sonelgaz et les services de sécurité pour lutter contre ce fléau.

Un plus pour les demandeurs d'emploi ?

Le programme de préparation à l'insertion professionnelle des étudiants de l'Université "Djillali Liabes" de Sidi Bel-Abbès a été clôturé, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de cet établissement d'enseignement supérieur.

Ce programme, inscrit dans le cadre des activités du Club "Recherche d'emploi", s'est achevé, en fin de semaine, par la remise des attestations à la dixième promotion, sous le slogan "De l'université au marché de l'emploi".

La formation a été encadrée par des conseillers et formateurs de l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), en coordination avec le responsable du bureau du club, et en présence de représentants des structures universitaires concernées. Les séances pratiques ont connu une participation active des stagiaires, qui ont bénéficié d'ateliers interactifs visant à renforcer leur préparation à l'intégration professionnelle, notamment à tra-

vers le développement des compétences en communication, la rédaction de CV, la préparation aux entretiens d'embauche, ainsi qu'une meilleure compréhension des exigences du marché de l'emploi. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts de l'université visant à promouvoir une vision ouverte sur son environnement socio-économique, à soutenir le principe de la formation continue et à doter les étudiants d'outils concrets pour affronter les défis de l'emploi, à travers des partenariats stratégiques, notamment avec l'ANEM.

Les responsables du club ont souligné que cette session représente une étape supplémentaire dans le renforcement de la culture professionnelle au sein de la communauté universitaire, témoignant de la volonté partagée entre l'université et ses partenaires d'accompagner les étudiants vers un avenir professionnel prometteur.

Saïda

Développer le diagnostic médical à distance

Une équipe médicale relevant du service de radiologie du Centre hospitalo-universitaire (CHU) "Dr Abdelkader Hassani" de Sidi Bel Abbès a procédé à des examens d'imagerie médicale au sein de l'établissement public hospitalier "Ahmed Medeghri" de Saïda, dans le cadre du programme de jumelage entre établissements de santé.

Selon la cellule de communication du centre, cette opération, entamée mercredi, a été marquée par l'organisation de séances de diagnostic radiologique, comprenant des examens approfondis par scanner (TDM) et IRM (imagerie par résonance magnétique) au profit de plusieurs patients. Cette initiative a permis une meilleure prise en charge des cas médicaux complexes tout en rapprochant les services spécialisés

des citoyens de la région.

La rencontre entre les équipes médicales des deux établissements a également été l'occasion d'aborder les mécanismes de développement du diagnostic médical à distance et l'élargissement de la coopération dans le domaine de l'interprétation des images médicales numériques, dans une optique de numérisation des services de santé et de renforcement de l'échange scientifique et technique entre spécialistes.

A ce propos, le chef du service de radiologie du CHU de Sidi Bel Abbès, Pr. Mohamedi, a souligné que ce jumelage vise avant tout à accompagner les équipes médicales, en renforçant leurs capacités techniques et de formation, dans le but d'améliorer la qualité des prestations de soins au profit des patients.

*Ce commentaire est basé sur un travail conjoint
avec Marcela Suarez et Barbara Müller.*

Préservons le chiffrement

Les terres rares sont la carte maîtresse de la Chine

LOS ANGELES - La militarisation des terres rares par la Chine est devenue l'un des principaux points chauds des négociations commerciales entre les États-Unis et la Chine.



PAR ANGELA HUYUE ZHANG

Professeur de droit à l'université de Californie du Sud, est l'auteur de *High Wire : How China Regulates Big Tech and Governs Its Economy* (Oxford University Press, 2024) et de *Chinese Antitrust Exceptionalism : How the Rise of China Challenges Global Regulation* (Oxford University Press, 2021)

La preuve en a été apportée la semaine dernière avec la décision de la Chine de réduire ses exportations de terres rares et la menace du président américain Donald Trump d'imposer des droits de douane de 100 % sur les exportations chinoises vers les États-Unis en guise de représailles.

Ces matériaux critiques, en particulier les aimants à haute performance qu'ils rendent possibles, sont des composants essentiels des véhicules électriques, des éoliennes, de la robotique industrielle et des systèmes de défense avancés. En réponse aux contrôles stricts de la Chine sur les exportations de terres rares, les États-Unis ont discrètement abaissé les droits de douane, assoupli les contrôles sur les exportations de puces d'intelligence artificielle et même assoupli les restrictions en matière de visas pour les étudiants chinois. Dans le même temps, les États-Unis s'efforcent de trouver d'autres sources d'approvisionnement. En juillet, le ministère de la défense a annoncé un programme d'investissement historique de plusieurs milliards de dollars destiné à stimuler MP Materials, l'entreprise à l'origine du projet phare des États-Unis dans le domaine des terres rares. Mais que se passera-t-il si, malgré des subventions massives et des années d'efforts, les États-Unis ne parviennent toujours pas à s'affranchir de leur dépendance à l'égard des terres rares chinoises ?

Le Japon offre un exemple édifiant. En 2010, à

la suite d'une impasse maritime concernant les îles Senkaku, la Chine a brusquement interrompu ses exportations de terres rares vers le Japon. En réaction, le gouvernement japonais a pris une série de mesures stratégiques : investir dans Lynas Rare Earths, un producteur australien ; stimuler la recherche et le développement nationaux en matière de recyclage et de substitution ; forger ses propres partenariats commerciaux avec des fabricants d'aimants chinois ; et constituer des stocks stratégiques pour amortir les chocs d'approvisionnement à venir. Plus d'une décennie plus tard, le Japon importe toujours plus de 70 % de ses terres rares de Chine.

La domination de la Chine sur les terres rares ne s'est pas construite du jour au lendemain, et elle ne sera pas facilement érodée. Sa force ne réside pas dans l'accumulation de matières premières, mais dans sa capacité industrielle à les raffiner, à les traiter et à les produire à grande échelle. Aujourd'hui, la Chine contrôle entre 85 % et 90 % de la capacité mondiale de raffinage des terres rares et produit environ 90 % des aimants en terres rares à haute performance du monde. C'est le seul pays dont la chaîne d'approvisionnement en terres rares est entièrement intégrée verticalement, de l'extraction minière à la fabrication d'aimants en passant par la séparation chimique.

L'avance de la Chine en matière de fabrication lui a donné non seulement une avance industrielle, mais aussi un fossé technologique. Entre 1950 et 2018, la Chine a déposé plus de 25 000 brevets liés aux terres rares, soit plus du double du nombre de brevets déposés aux États-Unis. Des décennies d'expérience pratique dans la chimie et la métallurgie complexes du traitement des terres rares ont permis d'acquérir une expertise que les entreprises occidentales ne peuvent pas facilement reproduire. En outre, en décembre 2023, le gouvernement chinois a pris des mesures pour consolider son avance, en imposant des interdictions d'exportation radicales sur les technologies d'extraction, de séparation et de production

d'aimants à base de terres rares.

La réglementation environnementale laxiste de la Chine a également donné à ses entreprises un puissant avantage sur leurs concurrents occidentaux. En 2002, la mine de terres rares de Mountain Pass, en Californie, a été contrainte d'interrompre ses opérations de raffinage à la suite d'un déversement de déchets toxiques. En revanche, l'environnement réglementaire plus permissif de la Chine a permis à la production de terres rares de se développer rapidement, avec moins de retards et des coûts bien inférieurs.

Il est important de noter que les points d'étranglement des terres rares ne sont pas fixes ; ils évoluent avec la technologie. La Chine l'a compris et a attendu patiemment que la dépendance de l'Occident à l'égard des aimants en terres rares augmente de manière exponentielle avec la transition écologique mondiale, qui a créé une demande massive de VE et d'éoliennes.

Même si l'Occident parvient à mettre en place une chaîne d'approvisionnement parallèle pour répondre aux besoins actuels en terres rares, les points d'étranglement de demain pourraient se situer ailleurs. L'informatique quantique, par exemple, dépend de plus en plus d'isotopes rares tels que l'ytterbium-171, ainsi que d'éléments tels que l'erbium et l'yttrium. Ces applications émergentes pourraient devenir les prochains points de pression, laissant les États-Unis et leurs alliés dans une nouvelle course pour rattraper leur retard.

Les États-Unis doivent donc faire face à une vérité inconfortable : la domination de la Chine sur les terres rares est susceptible de perdurer dans un avenir prévisible. Des stratégies défensives telles que la diversification de la chaîne d'approvisionnement peuvent remédier à certaines vulnérabilités, mais la véritable résilience exige une stratégie offensive qui renforce l'influence américaine.

Les États-Unis ont encore de nombreuses cartes en main. Tant qu'elle conserve le contrôle de technologies ou d'infrastructures dont la Chine

ne peut se passer - qu'il s'agisse de puces avancées, de modèles d'intelligence artificielle d'avant-garde ou d'un accès au système financier basé sur le dollar -, la Chine a tout intérêt à maintenir le flux de terres rares. Pendant des années, cependant, les États-Unis ont suivi la voie opposée : découpler et restreindre progressivement les flux de technologies clés vers la Chine.

Depuis la première administration Trump, la règle du jeu américaine a consisté à dresser une liste noire des principales entreprises technologiques chinoises et à renforcer les contrôles à l'exportation sur les puces de pointe. Si ces mesures ont d'abord entravé des entreprises chinoises telles que Huawei et ZTE, ralentissant le développement de l'IA dans le pays, elles se sont avérées difficiles à mettre en œuvre. Ciblées de lacunes, elles ont créé des possibilités d'arbitrage en matière d'application de la loi. Comme l'a reconnu Gina Raimondo, secrétaire d'État au commerce sortant, en décembre 2024, «essayer de retenir la Chine est une entreprise insensée».

Dans le même temps, les contrôles américains à l'exportation ont galvanisé les efforts déployés en Chine pour créer des alternatives locales, accélérant ainsi la montée en puissance de champions nationaux tels que Huawei. Loin de renforcer l'influence des États-Unis sur la Chine, la politique américaine ne cesse de l'éroder. Pour Nvidia, perdre l'accès au marché chinois ne signifie pas seulement renoncer à des milliards de dollars de recettes. Cela signifie perdre son influence sur l'écosystème d'IA le plus important pour les développeurs en dehors des États-Unis.

Les récents changements de politique suggèrent que cette prise de conscience commence à s'imposer. La décision de l'administration Trump d'assouplir les restrictions sur les ventes de puces H20 de Nvidia à la Chine indique que l'on s'éloigne des interdictions générales et que l'on s'oriente vers un engagement plus calibré. De manière contre-intuitive, un tel engagement peut être une forme plus intelligente de réduction des risques. Plus la Chine s'appuiera sur la technologie américaine, plus les chaînes d'approvisionnement des deux parties s'enchevêtreron et plus il sera difficile pour la Chine d'armer ses propres actifs stratégiques, y compris les terres rares.

Comment le G20 peut contribuer à éradiquer la faim dans le monde

PAR RAJ PATEL⁽¹⁾
ET REFILOE JOALA⁽²⁾



1- Enseignant-chercheur à l'Université du Texas à Austin, et membre du Groupe d'experts international sur les systèmes alimentaires durables.

2- Coordonne le programme de souveraineté alimentaire au sein du bureau régional sud-africain de la Fondation Rosa Luxemburg.

Loin de constituer un slogan vide de sens, cette vision illustre les principes sur lesquels doit aujourd'hui reposer toute réponse internationale crédible à la crise de la faim.

Sous l'effet du changement climatique, des conflits et des inégalités, l'insécurité alimentaire s'aggrave actuellement dans le monde entier. Les outils pour y remédier existent. Le défi consiste à mobiliser la volonté politique d'agir. La présidence sud-africaine du G20 crée une opportunité unique d'y parvenir.

L'expérience brésilienne offre ici un modèle précieux. Le Brésil est parvenu ces deux dernières années à mettre fin à l'insécurité alimentaire pour 40 millions de personnes, le pays ne figurant désormais plus sur la carte de la faim établie par l'ONU. Pour cela, le gouvernement du président Luiz Inácio Lula da Silva a rétabli un certain nombre de politiques supprimées par son prédécesseur, Jair Bolsonaro, renforcé les programmes de repas scolaires en s'approvisionnant auprès des petits producteurs et d'agriculteurs locaux, augmenté le salaire minimum, et légalement reconnu le droit à l'alimentation.

Aucune de ces mesures n'est expérimentale. Il s'agit de solutions testées et éprouvées, dont la réussite démontre que l'éradication de la faim ne dépend pas de l'innovation technologique, mais

AUSTIN/JOHANNESBURG - Au moment d'accéder à la présidence du G20 au mois de décembre, l'Afrique du Sud a choisi comme thème « solidarité, égalité et durabilité ».

du courage politique. Durant sa présidence du G20 l'an dernier, le Brésil s'est efforcé d'exporter ses accomplissements nationaux, en œuvrant notamment pour la création de l'Alliance mondiale contre la faim et la pauvreté. Les résultats concrets se font malheureusement attendre, de nombreux membres de l'Alliance - en particulier les banques multilatérales de développement (BMD) - continuant de promouvoir des solutions techniques, axées sur le marché, qui font primer les droits de propriété des entreprises sur les besoins essentiels des populations.

Ainsi, plutôt que de lancer de nouvelles initiatives et plateformes, la priorité majeure du G20 doit consister à consolider et développer les programmes qui ont déjà prouvé leur efficacité. Le Mécanisme de la société civile et des populations autochtones du Comité des Nations Unies sur la sécurité alimentaire mondiale offre un solide espace inclusif, propice à un débat mondial. Un agenda politique concret est désormais nécessaire, qui permette aux dirigeants et responsables publics progressistes de faire avancer les politiques nationales de lutte contre la faim.

Certes, l'Afrique du Sud ne dispose plus de beaucoup de temps avant de devoir transmettre la présidence du G20 aux États-Unis - seul État membre à avoir toujours refusé de reconnaître le droit à l'alimentation. Pour autant, dans le laps de temps qu'il lui reste, l'Afrique du Sud peut encore jouer un rôle moteur dans la promotion d'outils essentiels de lutte contre la faim.

Quatre de ces outils méritent une attention particulière. Premièrement, les achats publics auprès d'exploitations agricoles familiales locales pour les repas scolaires et les programmes alimentaires

améliorent à la fois la nutrition et les moyens de subsistance des populations rurales. Deuxièmement, les stocks de précaution et les mécanismes de stabilisation des prix peuvent protéger les consommateurs contre les hausses de prix, tout en préservant les revenus des agriculteurs. Troisièmement, les politiques de protection sociale - salaires décentes, aides en espèces ou encore prestations sociales universelles - permettent aux familles de s'offrir une alimentation saine. Enfin, des lois consacrant le droit à l'alimentation peuvent contraindre à rendre des comptes les gouvernements qui ne se montrent pas à la hauteur du défi. Tout aussi important, les dirigeants du G20 doivent comprendre qu'ils ne sont pas tenus de se plier aux priorités politiques des BMD. Siégeant aux conseils d'administration de ces institutions, ils ont le pouvoir de réorienter le soutien international d'une agro-industrie axée sur l'exportation vers des systèmes alimentaires locaux, et vers une agriculture familiale résiliente face au changement climatique. Si le gouvernement sud-africain entend réellement promouvoir un système alimentaire mondial plus équitable et plus durable, il lui faut suivre l'exemple de sa société civile, qui œuvre depuis de nombreuses années à l'avant-garde de la lutte contre la faim. Plutôt que de convoquer un nouvel ensemble de débats de haut niveau, sans véritable suivi, l'Afrique du Sud doit s'efforcer d'obtenir des engagements publics voués à survivre à la présidence américaine du G20.

Les dirigeants politiques sud-africains semblent conscients des enjeux. Lors du récent bilan du Sommet des Nations Unies sur les sys-

tèmes alimentaires (UNFSS+4) à Addis-Abeba, le ministre de l'Agriculture, John Steenhuisen, a réaffirmé l'engagement du pays en faveur de la souveraineté alimentaire. Pour la première fois, le plan national de sécurité alimentaire et nutritionnelle proposé reconnaît l'agroécologie comme une voie en direction de l'agriculture durable, de la biodiversité et de la résilience climatique. Le Conseil de la recherche agricole a par ailleurs été chargé d'élaborer un cadre agroécologique national axé sur les cultures végétales indigènes.

Les rouages de la gouvernance tournent souvent lentement. Or, les communautés locales ne peuvent se permettre d'attendre. Durant la pandémie de COVID-19, des chercheurs se sont intéressés à un réseau dynamique de 78 petits producteurs, des femmes pour la plupart, qui cultivaient une multitude de variétés de fruits et de légumes dans la province du KwaZulu-Natal. En vendant localement leur production excédentaire, ces agriculteurs ont permis à des entreprises de poursuivre leurs activités dans le district d'uMgungundlovu, qu'il s'agisse de vendeurs ambulants, d'étals sur des marchés informels, de boutiques d'artisanat, d'écoles ou encore de marchés municipaux.

Cette expérience démontre que les systèmes alimentaires localisés soutiennent à la fois les moyens de subsistance et les communautés. La faim n'est pas vaincue dans les salles de conférence ; la lutte est menée dans les cuisines, les écoles et les champs. Pour prospérer, les producteurs locaux ont besoin de ressources et de soutien politique.

Le G20 doit s'attaquer frontalement à la crise de la faim, sans quoi il perdra ce qu'il lui reste de crédibilité. L'Afrique du Sud peut montrer l'exemple en plaçant la justice alimentaire au plus haut de son agenda, et ainsi démontrer que « solidarité, égalité et durabilité » ne sont pas des idéaux abstraits, mais des éléments essentiels à la survie de l'humanité.

Médéa

640 millions de dinars pour l'extension des réseaux d'électricité et de gaz



Une enveloppe financière de 640 millions de DA a été consacrée, pour l'exercice 2025, à l'extension des réseaux électrique et de gaz dans plusieurs agglomérations urbaines secondaires et centres ruraux de la wilaya de Médéa, selon la direction locale de l'énergie.

Une tranche de 120 millions de DA est réservée au raccordement à l'électricité de nombreuses habitations dans une dizaine d'agglomérations urbaines secondaires et de villages, notamment dans les communes d'Ain-Boucif, Tablat, Ksar-el-Boukha-

ri et Berrouaghia. Cette somme permettra également de raccorder à l'électricité des projets d'habitat et d'équipements publics déjà réalisés ou en cours de construction dans ces communes, a fait savoir Tayeb Zaidi, le directeur de l'énergie.

Une deuxième tranche d'un montant de 520 millions de DA a été injectée pour financer des travaux d'extension du réseau de gaz naturel au profit des habitants d'une quinzaine d'agglomérations urbaines secondaires et de centres ruraux situés dans les communes d'Ouled-Antar,

Souagui, Zoubiria et Si-Mahdjoub, a-t-il indiqué.

Ce projet vise à étendre la couverture en électricité et en gaz naturel dans les communes rurales afin de leur offrir les mêmes services que dans les grandes agglomérations urbaines de la wilaya, a précisé M. Zaidi. L'entrée en service de ces réseaux interviendra avant la fin de l'année en cours et permettra d'améliorer le cadre de vie des habitants des agglomérations et villages concernés durant la saison hivernale, a souligné le directeur de l'énergie.

Alger

Une bande d'agresseurs démantelée

Les unités de la Gendarmerie nationale (GN) ont démantelé une bande ayant agressé une personne dans un quartier de la commune de Birtouta, suite à la diffusion d'une vidéo de cet acte criminel sur les réseaux sociaux, selon un communiqué des mêmes services.

Les faits remontent à "l'agression et au vol dont a été victime une personne par trois individus, après avoir

été piégé par l'un d'eux qui avait sollicité une course via une application mobile", a précisé la même source.

A la suite de cet acte, les services de la Gendarmerie nationale ont "activé les dispositifs de renseignement et intensifié les investigations, à travers l'exploitation de la vidéo diffusée sur les réseaux sociaux documentant cette agression".

L'opération a permis d'identifier

les suspects, suite à quoi un plan bien ficelé a été mis en place et s'est soldé par la localisation et l'arrestation des mis en cause en un temps record, selon la même source.

"Après parachèvement des procédures légales, les mis en cause seront présentés devant le procureur de la République territorialement compétent", conclut le communiqué.

Plus de 5.500 comprimés psychotropes saisis

Les éléments de la Gendarmerie nationale des Eucalyptus ont procédé au démantèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic de substances psychotropes, et à la saisie de plus de 5.500 comprimés psychotropes, a indiqué un communiqué des mêmes services.

Dans le cadre de la lutte contre toute forme de criminalité, notamment le trafic de drogue et de psychotropes, "les éléments de la brigade de sécurité et d'investigation (BSI) de la Gendarmerie nationale des Eucalyptus ont procédé au déman-

tèlement d'un réseau spécialisé dans le trafic de substances psychotropes, à l'arrestation de deux (2) individus, et à la saisie de 5692 comprimés psychotropes, en plus d'une moto".

Cette opération a été menée "sur la base d'informations parvenues aux éléments de la brigade, selon lesquelles des individus s'adonnaient au trafic de substances psychotropes dans des quartiers de la commune des Eucalyptus", ajoute le communiqué.

"Après exploitation des renseignements et intensification des investigations, les éléments de la brigade

ont pu identifier les suspects et leur lieu d'activité, avant de mettre en place un plan sécuritaire bien ficelé pour suivre les membres du réseau et intercepter leurs mouvements".

L'opération s'est soldée par "l'arrestation de deux individus, et la saisie de 5692 comprimés psychotropes de type Prégabaline, ainsi que d'une moto utilisée pour transport et le trafic". "Les mis en cause seront présentés devant les juridictions territorialement compétentes, dès parachèvement des procédures légales", conclut la même source.

Bouira

Un mort et un blessé dans une collision

Farid Haddouche

Un tragique accident de la route s'est produit hier. L'unité de la protection civile est intervenue à

00h55, suite à une collision entre une voiture et un camion sur l'autoroute est-ouest, au niveau de la commune de Djebahia, située à une vingtaine de kilomètres au nord du chef-lieu

de wilaya. Une femme âgée de 60 ans est décédée.

Sa dpouille a été transférée à la morgue de l'hôpital Amar Ouamrane de Lakhdaria.

Le conducteur du véhicule, âgé de 25 ans, a été blessé. Il a été secouru et évacué au service des urgences du même établissement hospitalier.

El-Meniaa

La production de dattes en hausse

Une récolte de plus de 185.400 quintaux de dattes de différentes variétés est attendue cette saison dans la wilaya d'El-Meniaa, a-t-on appris samedi auprès de la Chambre locale de l'Agriculture. La récolte attendue cette saison serait « prometteuse », avec une production en hausse, grâce à l'extension de la phoeniculture au niveau des exploitations agricoles, a estimé le président de la Chambre agricole, Ouled-Laid Harrouz, évoquant une récolte prévue de diverses variétés de dattes, notamment la Deglet Nour, le Ghers et la Degla- Beida, connue localement sous le nom de "Guerbaïe". La superficie réservée à l'activité phoenicole est de 3.181 hectares, répartis entre les exploitations agricoles des communes d'El-Meniaa, Hassi El-Gara et Hassi-Lefhal, avec

2.484 ha de palmiers productifs, a-t-il ajouté. La récolte prévisionnelle de cette saison devrait conforter la place d'El-Meniaa parmi les wilayas productrices de dattes de qualité, grâce aux conditions climatiques favorables enregistrées dans la wilaya et l'intérêt croissant porté par les agriculteurs à cette culture de type oasisien. Les services agricoles s'emploient, de leur côté, à l'accompagnement des agriculteurs, en leur apportant un soutien dans les techniques d'irrigation, les engrais et le traitement contre les maladies du palmier (Boufroua), en plus d'améliorer les techniques de cueillette, de stockage et de commercialisation de la datter, une des principales ressources économiques de la région aux côtés des cultures stratégiques (céréales et fourrages), selon le même source.

Ouargla

Une nouvelle dynamique pour El-Borma

La commune d'El-Borma s'emploie à tirer avantage de sa position géographique, à la frontière avec la Tunisie, et de ses potentialités naturelles pour enclencher la dynamique d'un développement susceptible de l'élever en pôle économique prometteur. La commune qui s'étend sur une superficie de 47.879 km2 avec une population de plus de 7.000 habitants, s'est vue accorder, à la faveur de la stratégie nationale d'équilibre régional en termes de développement, des financements considérables susceptibles de booster son développement et de contribuer à l'amélioration du cadre de vie de ses habitants, a indiqué à l'APS le président de l'Assemblée populaire communale (APC), Mohamed Douim Chouchani.

Pour ce faire, et en vue de rapprocher les structures publiques du citoyen, il a été procédé à la mise en service d'une série d'installations, administrations et organismes publics, dont des services de l'état civil, de la Protection civile et de l'emploi, ainsi que des bureaux de poste, un centre de la formation professionnelle et un aéroport (passagers et fret).

Aussi, pour améliorer les prestations de santé, la commune a bénéficié de l'ouverture d'un établissement public de santé de proximité, trois (3) salles de soins à El-Borma, Chouachine et Rhourd El-Baguel, en attendant le lancement, l'année prochaine, d'un projet d'hôpital de 60 lits, a ajouté le même responsable.

Le secteur de l'éducation s'est vu doter en outils pédagogiques modernes pour équiper les cinq écoles primaires, un collège et un lycée, ainsi que deux nouvelles annexes et une cantine scolaire.

Les efforts fournis par les pouvoirs publics pour rapprocher l'administration des administrés

se poursuivent également, avec le transfert du tribunal itinérant ouvert au niveau de la commune en annexe judiciaire du tribunal de Hassi-Messaoud, en vue d'épargner aux citoyens de longs déplacements pour le retrait de documents.

Dans le domaine des télécommunications, la commune a bénéficié d'opérations de modernisation des prestations de téléphonie et d'Internet (4G et fixe), notamment en zones enclavées et éloignées, sachant que cette collectivité exploite une station de télécommunications 4G, en attendant la connexion de la région au réseau de fibre optique, très attendue par la population locale.

Le parc immobilier d'El-Borma a été, pour sa part, consolidé par l'attribution dernièrement de 20 logements dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire, 30 logements au profit des enseignants, en sus de 200 titres d'aides à l'habitat rural, dans un but de fixation des populations dans leurs localités et de soutenir le développement durable.

Conscients de l'importance que revêtent les infrastructures de base pour la dynamisation des projets, les responsables locaux ont procédé au lancement et la programmation d'une série d'opérations de connexions routières de cette commune, à travers notamment la rénovation de 240 km de la route reliant El-Borma à Hassi-Messaoud.

Bien que la commune se soit vue accorder divers projets susceptibles de contribuer à l'amélioration du cadre de vie de ses habitants, la population locale aspire à l'inscription d'autres projets dans les domaines de la santé et de l'habitat, notamment l'habitat rural, la réception de l'hôpital et le recrutement de praticiens spécialistes.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

27 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h23	Dohr 12h33	Assar 15h40	Maghreb 18h09	Icha 19h28
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Horaires des prières pour Constantine et ses environs

27 rabie ethani 1447

El Fedjr 05h20	Dohr 12h19	Assar 15h27	Maghreb 17h56	Icha 19h14
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Ligue des champions d'Afrique
Une démonstration grandeur nature de la JS Kabylie



M. Zeggai

La JS Kabylie, l'un des deux représentants algériens en Ligue des champions d'Afrique, a réussi à surclasser les Tunisiens de l'US Monastir, avant-hier au stade Taieb M'hiri de Sfax, pour le compte du 2^e tour préliminaire (aller) de l'épreuve. Soutenus par un nombreux public, les nôtres ont tout simplement humilié avec l'art et la manière l'US Monastir qui restait sur une belle série de onze matchs d'invincibilité, toutes compétitions confondues. Cette large victoire de 3 à 0 traduit parfaitement la supériorité des Algériens de la JSK dans tous les compartiments du jeu. Tactiquement, les Canaris ont étouffé leurs adversaires grâce à une discipline de jeu exem-

plaire et une organisation parfaite sur le terrain. Les trois réalisations sont venues couronner des actions collectives superbement construites, témoignant d'une grande maturité de jeu.

Avec cette brillante prestation, la JSK a pris une sérieuse option pour la qualification à la phase de poules de la prestigieuse compétition africaine des clubs avant le match retour, prévu samedi prochain au stade Hocine Ait-Ahmed de Tizi Ouzou. Avec cette démonstration lors de ce derby maghrébin, nos représentants ont honoré le football algérien, confirmant ainsi leurs ambitions légitimes dans cette compétition. Un but d'anthologie de Merghem, un autre de l'ailier de poche Akhrin et une troisième réalisation signée le Sénégalais Sarr ont suffi au bon-

heur du merveilleux public, présent en masse à Sfax. Une victoire éclatante qui relance la flamme de l'ogre kabyle devant un public, venu en masse, qui a démontré toute sa fidélité et son attachement indéfectible à son équipe.

Au-delà de la ferveur, c'est surtout la leçon de sportivité et d'amour pour le maillot qui ont marqué les esprits.

Contrairement aux fans locaux qui ont exprimé leur mécontentement de manière virulente inondant le terrain de projectiles et de fumigènes. Dans la tribune officielle, certains se sont également fait remarquer par des propos acerbes à l'encontre du staff technique. Pire encore, selon la presse tunisienne, la direction de l'US Monastir a décidé de limoger le coach Montassar Louhichi.

MC Alger : un déplacement à ne pas rater

Invaincu depuis le début de la saison, toutes compétitions confondues, le MCA semble idéalement placé pour revenir avec un bon résultat de Yaoundé qui lui permet de préserver ses chances, avant la seconde manche décisive, prévue dans une semaine à son nouveau chaudron d'Ali Ammar dit Ali La Pointe de Douera. Mais, les protégés de l'entraîneur sud-africain Rhulani Mokwena devront rester vigilants face au

champion du Cameroun sortant, fondé en 1953, qui a déjoué les pronostics la saison dernière en remportant le premier titre de son histoire. La formation camerounaise tire sa force sur la stabilité de son effectif après avoir prolongé aux nombreux cadres de l'équipe, renforcée cette saison par l'arrivée du buteur ghanéen Adam Musa et le milieu congolais Inno Jospin. Sur le terrain, ce sera également un duel tactique entre Ri-

chard Towa, le coach local, et son homologue du MCA, Rhulani Mokwena. En somme, le Doyen, qui sera soutenu par un nombreux public ayant fait le déplacement à Yaoundé, doit se tenir sur ses gardes s'il ne veut pas hypothéquer ses chances de qualification lors de cette première manche, face à une équipe camerounaise de Colombe, qui a créé la surprise d'éliminer en déplacement les Sénégalais de Jaraaf.

M. Z.

Ligue 1 (8^e journée)

L'O. Akbou confirme, l'ES Mostaganem déçoit

L'Olympique Akbou, vainqueur à domicile face au MC El-Bayadh a été le grand bénéficiaire de cette première partie de la 8^e journée d ce championnat. Auteurs d'un parcours exemplaire depuis le début de la saison, les Akbouciens continuent d'impressionner, en s'offrant cette fois-ci le MCEB, qui peine à quitter les pro-

fondeurs du classement. L'OA s'en est remis, encore une fois, à son nouveau buteur attiré, Addadi, auteur de l'unique but de la partie, inscrit sur un joli coup franc direct dans le dernier quart d'heure (77^e). L'autre match disputé entre l'ES Mostaganem et l'ASO Chlef, est revenu aux visiteurs. Il s'agit de la deuxième victoire de

la saison pour l'ASO, qui enchaîne un cinquième match sans défaite, le propulsant à la 5^e place, en compagnie du MC Alger et du MC Oran, avec 10 points chacun. En revanche, l'ESM concède son deuxième revers de rang, et le premier à la maison, confirmant, à ses dépens, son irrégularité persistante depuis le début de l'exercice.

Coupe de la Confédération
(2^e tour préliminaire / retour)

CRB et USMA : prendre option

Les deux représentants algériens en coupe de la CAF, le CRB et l'USMA, entameront aujourd'hui leur aventure. L'USM Alger se rendra à Abidjan pour croiser le fer avec les Ivoiriens de l'Académie de FAD, cet après-midi au stade d'Ebimpé (17h00), dans le cadre du 2^e tour préliminaire (aller) de cette épreuve. Les « Rouge et Noir » entameront ces débats avec la ferme intention de prendre une option sur la qualification pour la phase de groupes. Les conditions d'avant match ne s'annoncent guère favorables puisque les Usmistes seront handicapés par l'absence de plusieurs éléments-clés tels que les Alilet, Mahrouz, Redouani et Benayad. C'est donc une équipe décimée qui se présentera sur le terrain, compliquant la tâche à l'entraîneur Abdelhak Benchikha. Le dernier forfait est celui de Chetti qui rallonge ainsi la liste des indisponibilités pour le match face à l'AFAD Djékanou.

En dépit de ces absences, l'objectif de notre représentant est clair: revenir avec un bon résultat pour maintenir intactes leurs chances de qualification au prochain tour en attendant la deuxième manche à Alger. Les Usmistes sont tenus par l'obligation du résultat pour provoquer le déclic tant attendu par leurs fans. Cependant, la mission s'annonce compliquée en raison d'un effectif fortement amoindri ce qui constitue un véritable casse-tête pour le coach Benchikha qui est appelé à trouver des solutions de rechange. L'inexpérience de certains jeunes ris-

que d'être préjudiciable dans la gestion du match. En somme, l'USMA n'a pas le droit à l'erreur pour faire oublier les déboires du championnat. Alors, est-ce le vrai départ des Usmistes ? Réponse après le match.

Le CR Belouizdad, l'autre représentant algérien dans cette compétition, sera en appel au Sénégal pour défier les Guinéens de Hafía Conakry de l'entraîneur algérien Lakhdar Adjali, aujourd'hui à 17h00. Les Belouizdadi n'ont aucune alternative que de ramener un résultat positif pour éviter toute mauvaise surprise. Côté effectif, Keddad, pas encore rétabli, ne sera pas de la partie ainsi que d'autres éléments. Pour pallier cette absence, le coach Sead Ramovic compte innover la charnière centrale défensive. Comme ce match revêt une importance pour les "Rouge et Blanc", ces derniers devront sortir le grand jeu s'ils veulent réussir leur entrée en matière dans cette compétition. Certes, la mission des Belouizdadi ne s'annonce guère de tout repos compte tenu des tracaseries liées aux nombreuses défections, notamment en défense.

Ramovic sait qu'il faudra tenir le coup et aller chercher un bon résultat qui permettra au CRB d'aborder le match retour au stade Nelson Mandela dans de bonnes conditions. A noter que cette première manche sera dirigée par un trio arbitral gambien, conduit par Abdallah L. Jamme, assisté de ses deux compatriotes, Abass Bah et Sowe Essaha.

M. Z.

Le CA Batna et le NA Hussein-Dey nouveaux leaders

Le CA Batna et le NA Hussein-Dey se sont emparés du leadership des groupes Centre-Est et Centre-Ouest de la Ligue 2, grâce à leurs victoires respectives contre le CR Béni Thour et l'ASM Oran, dans le cadre de la 5^e journée. Une ascension rendue possible, faut-il le souligner, par les faux-pas des ex-co-leaders, le RC Kouba et l'ASM Oran, tombés respectivement chez le CRB Adrar et le NAHD, au moment où dans le Groupe Centre-Est, l'US Biskra s'est contentée d'un nul vierge chez le NRB Telaghma. A l'instar du RCK et de l'ASMO, la formation des Zibans se retrouve désormais sur la troisième marche du podium, et se voit même menacée par le retour de certaines équipes du milieu de tableau, notamment, celles qui ont réussi de bons résultats au cours de cette 5^e journée. Parmi elles, la JSD Jijel, qui a dominé le MO Constantine, et surtout l'US Chaouia, qui a réussi à ramener un précieux succès de son déplacement chez l'AS Khroub. De son côté, le nouveau promu, Béni Oulbane, a confirmé sa rapide adaptation

avec le championnat de Ligue 2, en remportant un nouveau succès, qui le propulse à la 6^e place du classement avec 8 points. Cette fois, la victime a été l'USM Annaba, qui a dû s'incliner (1-0). Dans le bas du tableau, le GC Mascara et l'IB Khemis El Khechna ont enchaîné une cinquième défaite en autant de matchs, ce qui les maintient dans une inconfortable position de lanterne rouge, avec zéro point au compteur. Autre fait marquant lors de cette 5^e journée, la première victoire de la saison pour le RC Arbaâ, remportée au forceps face à la JS Texraïne, et qui signe peut-être l'envol de ce club, secoué par de nombreux problèmes à l'entame de la saison. Enfin, concernant le choc tant attendu entre le WA Tlemcen et la JSM Tiaret il s'est finalement soldé par un nul vierge, qui n'arrange aucune des deux équipes qui restent scotchés à la troisième place avec 10 points. Par ailleurs, la défaite concédée par l'USMH a débouché sur le départ du coach Aït Djoudi qui a été remplacé par Liamine Boughrara, selon notre source.

Ligue 2 (5^e journée)
Grosses polémiques sur l'arbitrage

Cette 5^e journée a été marquée surtout par les nombreuses contestations envers les arbitres. Lors du match CRT-USMH, l'arbitre a sifflé un penalty imaginaire aux locaux pour égaliser avant de les priver d'un penalty des plus flagrants. "L'arbitre a commis de nombreuses erreurs qui nous ont pénalisées. J'annonce officiellement ma démission de l'USMH", a affirmé Aït Djoudi en fin de match. Son homologue de l'ASMO s'en est pris à son tour au premier assistant dénonçant ses décisions

inexplicables. Même les présidents de clubs sont sortis de leur réserve. Celui du MOC a qualifié de "catastrophe arbitrale".

Ces nombreuses contestations fustigent un système qui risque de fragiliser les différents championnats. Ainsi, entre résultats inattendus, tensions sur les bancs et critiques virulentes à l'égard du corps arbitral, cette journée a laissé un goût amer. Début de saison et déjà les dérives de l'arbitrage refont surface.

R. S.

Derrière l'essor de l'IA générative Une main-d'œuvre invisible et précaire

Comment apprendre à une intelligence artificielle générative à réaliser un rapport d'autopsie ? En demandant à des travailleurs précaires d'annoter des milliers d'images de scènes de crime.

Du Kenya à la Colombie, les annotateurs de données sont de plus en plus nombreux et luttent pour de meilleures conditions de travail. «Il faut passer la journée à regarder des cadavres», «zoomer sur les plaies» pour les détourner afin d'aider l'IA à identifier ces images, «sans aucun soutien psychologique», raconte à l'AFP Ephantus Kanyugi. Le Kenyan, âgé de 30 ans, classe et étiquette des images pour une poignée de dollars afin d'entraîner des algorithmes depuis 2018. Il est aussi vice-président de la Data Labelers Association, basée à Nairobi et forte de 800 membres. L'organisation doit dévoiler prochainement un code de conduite à destination des plates-formes d'annotation de données pour améliorer les conditions de travail, en l'absence d'une législation encadrant cette activité au Kenya. «Nous sommes comme des fantômes, personne ne sait qu'on existe alors qu'on contribue à l'avancement technologique de la société», déplore de l'autre côté du globe Oskarina Fuentes. Cette Vénézuélienne de 35 ans, installée à Medellín en Colombie, travaille pour cinq plates-formes d'annotation de données qui la payent entre 5 et 25 centimes de dollar la tâche.

Ce travail invisible s'est développé à une vitesse fulgurante avec l'essor de l'IA générative. C'est lui qui permet d'enseigner aux voitures autonomes à reconnaître des piétons ou des arbres, à un agent conversationnel comme ChatGPT à s'exprimer de façon naturelle, ou aux systèmes de modération à supprimer des contenus violents ou pornographiques. Le marché mondial de l'annotation de données a représenté 3,77 milliards de dollars en 2024 et devrait atteindre 17,1 milliards de dollars d'ici 2030, selon le cabinet Grand View Research.

«ESCLAVAGE MODERNE»

«Tant qu'elle reste basée sur l'apprentissage automatique», l'IA a toujours besoin de vérification humaine, résume Antonio Casilli, professeur de sociologie à l'Institut Polytechnique de Paris qui a enquêté dans plus de 30 pays sur ce qu'il appelle le «travail du clic».

Il faut des humains en amont pour mettre en état les données qui abreuvent les modèles, mais aussi en aval pour évaluer la pertinence des réponses. Les géants de la tech sous-traitent ce travail à des myriades d'entreprises. L'une des plus importantes est l'américaine Scale AI dans laquelle Meta a récemment investi plus de 14 milliards de dollars. Elle compte parmi ses clients Microsoft, le ministère américain de la Défense et a longtemps collaboré avec OpenAI.

Les annotateurs de données ont souvent entre 18 et 30 ans et sont faiblement rémunérés malgré un haut niveau d'études, explique M. Casilli. Ils viennent majoritairement de pays à faible revenu, même si cette activité progresse aussi aux Etats-Unis ou en Europe où les rémunérations sont beaucoup plus élevées. A mesure qu'ils montent en gamme, les modèles derrière ChatGPT d'OpenAI ou Claude d'Anthropic ont en effet besoin de se spécialiser dans des matières complexes comme les mathématiques, la chimie ou les langues rares. Le site d'Outlier, filiale de Scale AI, propose ainsi nombre d'offres d'emplois pour des experts en biologie, langue malaisienne ou programmation en espagnol, avec des rémunérations annoncées de 30 à 50 dollars de l'heure. Au Kenya, Remotasks, autre filiale de Scale AI, paye ses annotateurs de données environ 0,01 dollar pour une tâche pouvant prendre plusieurs heures, d'après Ephantus Kanyugi qui dénonce «de l'esclavage moderne». «Les gens développent des problèmes de vue, de dos,

ils souffrent d'anxiété et de dépression à force de travailler jusqu'à 20 heures par jour ou six jours par semaine pour une paie dérisoire et parfois pas de paie du tout», alerte-t-il.

«COMMENT SE SUICIDER ?»

Scale AI est visé par plusieurs plaintes aux Etats-Unis: des employés l'accusent de travail non rémunéré, de les déclarer comme travailleurs indépendants et non comme salariés, et de les exposer à des contenus traumatisants sans mesures de prévention suffisantes, selon des documents judiciaires consultés par l'AFP. Les plaignants disent par exemple avoir dû discuter avec une intelligence artificielle de «Comment se suicider ?», «Comment empoisonner quelqu'un ?» ou «Comment tuer quelqu'un ?». L'entreprise a refusé de commenter les poursuites en cours, mais reconnaît que certains projets peuvent inclure des contenus sensibles.

Les travailleurs sont toujours prévenus à l'avance et peuvent choisir d'arrêter une tâche à tout moment, affirme-t-elle à l'AFP, faisant aussi état de ressources dédiées à la santé mentale et d'une ligne d'écoute anonyme. Elle assure fournir une grille de rémunération transparente, avec des tarifs égaux ou supérieurs au salaire minimum en vigueur là où elle exerce. La question de l'exposition de travailleurs précaires à des contenus insoutenables par les géants de la tech et leurs sous-traitants n'est toutefois pas nouvelle. Meta est notamment visé par des poursuites de modérateurs de contenus dans plusieurs pays, de l'Espagne au Kenya en passant par le Ghana, pour des conditions de travail indignes et des traumatismes psychologiques.

ACCÈS COUPÉ

Les petites mains de l'IA peuvent en outre se retrouver sans travail, ni paie du jour au lendemain. Oskarina Fuentes accuse l'une des plates-formes qui l'employait de ne jamais lui avoir versé environ 900 dollars, soit trois mois de travail, après une actualisation de son système de paiement. «J'ai perdu mon temps, mes forces et mon sommeil», confie-t-elle, sans donner le nom de son ex-employeur car elle a dû signer un accord de confidentialité, une pratique fréquente dans cette industrie qui réduit au silence la plupart des annotateurs.

Au Kenya, la Data Labelers Association envisage une action en justice contre Remotasks, accusée par des étiquetteurs de données d'avoir soudainement coupé l'accès à sa plate-forme en mars 2024, sans leur payer des sommes dues. La maison mère Scale AI admet une réduction de son activité au Kenya, mais déclare avoir fermé des comptes d'annotateurs pour violation de ses règles internes, assurant que toutes les tâches terminées ont été rémunérées. Microsoft et Meta n'ont pas souhaité répondre aux questions de l'AFP concernant leurs relations avec Scale AI.

Le Pentagone n'a pas répondu. Anthropic, qui collabore avec Surge AI, start-up d'annotation de données également visée par une plainte aux Etats-Unis, dit exiger de ses sous-traitants qu'ils suivent des règles relatives au bien-être des travailleurs devant manipuler des contenus sensibles, et fixant un tarif équivalent ou supérieur à 16 dollars de l'heure.

OpenAI, qui a affirmé jeudi à l'AFP ne plus travailler avec Scale AI, dit disposer d'un règlement strict pour ses sous-traitants sur la sécurité au travail, la rémunération équitable, la non-discrimination et le respect des droits des travailleurs. Si ce code n'est pas respecté, le créateur de ChatGPT considère cela comme une rupture de contrat et prend les mesures appropriées, affirme-t-il.

BRAS DE FER

Toutefois, «les travailleurs du clic», qui oeuvrent majoritairement en tant qu'indépendants ou lors de contrats courts, ne bénéficient souvent d'aucune protection sociale, rappelle le sociologue Antonio Casilli, auteur d'un livre sur le sujet, les qualifiant de «sous-prolétariat numérique».

Au Kenya, le futur code de conduite de la Data Labelers Association, auquel l'AFP a eu



accès, cherche ainsi à instaurer un contrat de travail avec une «rémunération équitable», à garantir la liberté d'association, le droit à des pauses et à un soutien psychologique en cas d'exposition à des contenus nocifs. Mais de telles revendications peuvent virer au bras de fer. Aux Etats-Unis, près de 250 personnes travaillant pour GlobalLogic, un sous-traitant qui entraîne l'IA Gemini de Google, ont été licenciées en septembre après que plusieurs employés ont dénoncé des disparités salariales et cherché à obtenir de meilleures conditions de travail. «Ils veulent des annotateurs de données dociles», fustige auprès de l'AFP, Andrew Lauzon, 31 ans, qui travaillait pour GlobalLogic depuis mars 2024 et s'est fait licencier le 12 septembre. Membre du syndicat Alphabet Workers Union, ce natif de Boston réclamait avec d'autres collègues «des salaires équitables», des «congrés payés» et «une couverture santé abordable».

Contacté par l'AFP, GlobalLogic n'a pas souhaité commenter. Un porte-parole de Google a souligné pour sa part qu'«en tant qu'employeur GlobalLogic était responsable des conditions de travail de ses salariés». Le groupe dit cependant attendre de ses sous-traitants, qui doivent adhérer à une charte, un traitement juste et équitable de leurs travailleurs. Il affirme mener des audits réguliers pour le vérifier.

«TROUS DANS LA RAQUETTE»

«Les géants de la tech ne peuvent construire le futur sur une main d'œuvre jeta-

ble», insiste Christy Hoffman, secrétaire générale de la fédération syndicale internationale UNI Global Union, qui a publié début octobre une étude sur les travailleurs de l'ombre de l'IA. «Il est temps de tenir les titans de la Silicon Valley responsables des conditions de travail dans leur chaîne de sous-traitance», ajoute-t-elle.

Un travail qui souffre avant tout d'une absence d'encadrement juridique. En Europe, malgré l'adoption d'une réglementation d'envergure sur l'intelligence artificielle, «des trous dans la raquette» subsistent, déclare l'eurodéputée de gauche française Leïla Chaïbi (La France insoumise). «Il n'y a aucune mention des travailleurs du clic dans le règlement sur l'IA», note-t-elle, ni dans la directive sur les travailleurs des plateformes numériques comme Uber, adoptée en octobre 2024 et dont elle a été l'une des principales architectes. La directive européenne sur le devoir de vigilance, qui impose notamment aux entreprises des règles en matière de droits humains dans toute leur chaîne de production, aurait pu être un levier, mais elle est remise en question par les Etats européens.

Pourtant, des millions de personnes effectuent ce travail, essentiel au développement de l'IA. «Si vous êtes un charpentier ou un plombier, il y a des syndicats et un salaire minimum», pointe Nacho Barros, quin-quagénaire qui vit près de Valence en Espagne et a commencé à annoter des données pendant la pandémie. «Ce travail devrait aussi être reconnu par chaque pays comme un emploi à part entière».

Publicité

PENSÉE

Notre père **BOUCHENTOUF Bachir** s'est éteint paisiblement au cours de la nuit du 06 octobre 2025. Cher père, ton absence murmure déjà dans chaque battement de notre vie. Tu nous manques tellement, papa, ta disparition a laissé un vide immense que nulle personne ne pourra combler. Nous chérissons les tendres souvenirs et nous le portons dans nos cœurs chaque battement de cœur. Nous remercions chaleureusement tous ceux qui ont été à nos côtés en ces moments pénibles tant nous avons été profondément touchés par leurs marques de sympathie, de soutien et de réconfort. Tu es un grand homme papa et nous sommes fiers de t'avoir eu pour père. « A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournerons. »
Ta femme et tes enfants ainsi que toute la famille BOUCHENTOUF



APARTEMENTS

■ Vends un appartement au rez-de-chaussée, F2 qui peut servir un bureau pour profession libérale ainsi avec une cuisine séparée aux 226 logements CJR1 N° 1 îlot 33 Arzew Oran acté et livret foncier. Tél : 0784.51.17.05

■ A vendre appart F3, 4° étage, acte + livret foncier, double faç, bon voisinage, propre, cité calme à Arzew complexe cité 1.000 logts Tél : 0553.88.79.31 Prix 600 U

VILLAS

■ A vendre villa, R+2, 250 m², actée + L/F. RDC : gd garage + sal + cuis + douche + wc + jardin ; 1° : 4 P + douche + wc + gd hall + salle dressing, 2° : gd salon + terrasse : restent travaux 15%, accès RN Tlemcen – accès centre de Misserghine – Tél : 0668.83.48.05

■ A vendre immeuble, 3 étages, sup 401 m², sur grand boulevard entre station d'essence HLM et rond point El Morchid – Seddikia, idéal pour 1 immeuble de 9 étages – 0549.07.59.25

■ URGENT : A vendre villa actée 226 m² - 2F C/V Terga à 45 min d'Oran. Prix : 1,4 nég + A louer appart à Canastel, 3° étage 4,5U/mois et 10 mois d'avance – Tél : 0657.27.53.56 WhatsApp : 0033.62.08.46.445

LOCAUX

■ Local à louer à Gambetta Oran superficie 44 m² bien aménagé – Tél : 0770.50.20.25

TERRAINS

■ A vendre ou échange terrain agricole à Ouled Mimoune. W. Tlemcen, 3 hectares en oliviers et arbres fruitiers, avec livret foncier (propriétaire) Tél : 0655.83.21.64 – 0657.08.19.63

DIVERS

■ Vends : Bonne affaire : 02 soudeuses haute fréquence 12 kw Italy et 5 kw France : pour fabrication de protège cahier en plastique et autres, 01 coudeuse pour fabrication de moule, 1 triode T2000, cinq branches neuves et 75 électrodes ou résistances à bon prix. Tél : 0663.34.93.73

PENSÉE

Notre chère et regrettée mère
ZATIR

Zohra née BENYAKHOU.

Déjà un an que tu nous as quittés vers un monde meilleur laissant un vide que nul ne pourra combler. Nous n'oublierons jamais ton affection, ton éducation et tes valeurs humaines. Nous prions tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. Allah yerhemek « La Mama ».
Tes enfants, tes petits-enfants



PENSÉE

HOCINE Benali
-19 octobre 2015.

Comme si c'était aujourd'hui. Tu as laissé un énorme vide dans la vie de chacun de tes enfants et petits-enfants. Dix ans depuis que tu es parti à jamais. Dix ans que tu manques, énormément à ta famille et à nous. Dix ans que chaque jour représente une nouvelle épreuve pour chacun de nous. Nous ne t'avons pas oublié et nous ne t'oublierons jamais.
Repose en paix cher papa.



اللهم ارحمه برحمتك الواسعة يا رب

DÉCLARATION DE VOL

Il est porté à la connaissance du public que, le 16 octobre 2025, deux cachets ronds ont été volés appartenant à :

- La société à responsabilité limitée RAYANOX, spécialisée dans la fabrication et le conditionnement des gaz industriels et médicaux ;
- La société à responsabilité limitée FLUIDAL, spécialisée dans la fabrication des fluides médicaux. Le vol s'est produit à Alger-quartier de Bouchaoui, et une plainte officielle a été déposée auprès des services de la Gendarmerie nationale de Bouchaoui le même jour.

En conséquence, ces deux cachets volés sont désormais nuls et non valides, et toute utilisation ou exploitation de ceux-ci sera considérée comme un faux et usage de faux, passible de poursuites conformément à la législation et à la réglementation en vigueur.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes salutations distinguées, et vous saurais grè de bien vouloir publier cette déclaration dans les plus brefs délais

Président Directeur Général
Tazi Mohammed Amine

République Algérienne Démocratique et Populaire

Wilaya d'Oran

Daïra bir El Djir

Commune de Hassi Bounif

N°40...../2025

Avis du 1^{ère} Mise en demeure

- Vu la convention n° 38 /2025 du 11 /09/2025 relative à l'opération :

ACQUISITION DES CAMION ET DES ENGINS DES TRAVEAUX PUBLIC

LOT N°01 : ACQUISITION D'UN CAMION A BENNE DE 2.5 TONNES

Conclu avec l'entreprise « ETS DOUAOUA MOTORS »

Coopérative El Hana gp 220 –Douaouda –Tipaza

-Vu le retard de notification de ODS

Monsieur le président de la commune de Hassi Bounif, informe l'entreprise « ETS DOUAOUA MOTORS qu'elle est mise en demeure afin de vous notifier l'ODS et respect vos engagement dans un délais de 48 heures à compter de la date de la parution dans les journaux.

Dans le cas contraire, des mesures coercitives seront prises

LE PRESIDENT DE L'APC

ANEP N° 2531013723 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTRE DE L'HABITAT ET DE L'URBANISME DE LA VILLE
ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Mascara

Numéro d'identification fiscale (NIF) : 099829066206233

AVIS D'INFRUCTUOSITE DE L'AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL
OUVERT AVEC EXIGENCE DES CAPACITES MINIMALES N°76/2025

En Application de la loi n°12-23 du 05 Aout 2023 et les dispositions des articles N°40 et 82 du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015 modifié et complété, portant réglementation des marchés publics et des délégations des services publics fixant les règles générales relatives aux marchés publics l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière de Mascara déclare l'infructuosité de l'avis d'appel d'offre National ouvert avec exigence des capacités minimales N°:76/2025 paru dans les quotidiens nationaux Le Quotidien D'Oran en date du 28/09/2025 et Sport News en date du 29-09-2025 relatif à la réalisation des Travaux d'aménagement du Siège administratif de L'OPGI ; L'unité et annexe de Maintenance à GHRISS Wilaya de Mascara.

Et ce pour le motif suivant :

Aucune offre n'est pré qualifiée techniquement.

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2531013716 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025



REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

AGENCE NATIONALE DE L'AMELIORATION ET DU DEVELOPPEMENT
DU LOGEMENT

A. A. D. L

N° Identification Fiscale: 000016001405697

Cité AADL 1377 logements - Bloc 23 - Face USTO - Oran

AGENCE REGIONALE D'ORAN

PROGRAMME DE 185 000 LOGEMENTS LOCATION VENTE
ZONE 03

REALISATION DES TRAVAUX

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE
CAPACITES MINIMALES
N°118 /DR ORAN/AADL/2025 du 28/09/2025

LA RÉALISATION DES 80 LOGEMENTS INDIVIDUELS EN TCE
EN RDC + TERRASSE ACCESSIBLE EN « LOCATION-VENTE » Y COMPRIS LES
TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU POS SU 17 BORDJ
BADJI MOKHTAR, COMMUNE DE BORDJ BADJI MOKHTAR,
WILAYA DE BORDJ BADJI MOKHTAR

AVIS D'INFRUCTUOSITE

Conformément à la loi N° 23-12 du 05/08/2023 fixant les Règles Générales relatives aux marchés publics au disposition du décret présidentiel N° 15-247 du 16 septembre 2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public; l'Agence Nationale de l'Amélioration et de Développement du Logement (AADL)ORAN, informe que l'Avis D'appel D'offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimale N° 118 / DR ORAN –AADL-2025 Du 28/09/2025 relatif à LA RÉALISATION DES 80 LOGEMENTS INDIVIDUELS EN TCE EN RDC + TERRASSE ACCESSIBLE EN « LOCATION-VENTE » Y COMPRIS LES TRAVAUX DE VIABILISATION « RESEAUX TERTIAIRES » AU POS SU 17 BORDJ BADJI MOKHTAR, COMMUNE DE BORDJ BADJI MOKHTAR, WILAYA DE BORDJ BADJI MOKHTAR, est infructueux .

Le Directeur Régional
De l'AADL Oran

ANEP N° 2531013692 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025



الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية
REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
وزارة السكن والعمران والمدينة
MINISTRE DE L'HABITAT DE L'URBANISME ET DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE
ديوان الرقابة والتسيير العقاري لولاية ماسناعم
OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE WILAYA DE MOSTAGANEM

NIF : 099 327010248039

AVIS AUX BUREAUX D'ETUDES PREQUALIFIES
CONCOURS D'ARCHITECTURE RESTREINT N° 114/2025

Conformément à la loi 23/12 du 05/08/2023 et aux dispositions des articles 160 à 162 du décret présidentiel N° 15/247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, l'OPGI de Mostaganem informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé au concours national restreint 114/2025 du 21/09/2025 paru dans les quotidiens « LE QUOTIDIEN D'ORAN » et « الجمهورية » pour la maîtrise d'œuvre des 11 LOGEMENTS PROMOTIONNELS AIDES + LOGEMENTS PROMOTIONNELS + LOCAUX COMMERCIAUX AU PROFIT DE LA DIRECTION GENERALE DES DOUANES AU BAS MAZAGRAN - WILAYA DE MOSTAGANEM Qu'après l'ouverture des plis ; examen et évaluation des dossiers de candidature conformément aux critères du cahier des charges ; les résultats de l'évaluation des dossiers de candidature sont indiqués au tableau ci dessous :

Bureau d'études	Note	Bureau d'études	Note
GROUPEMENT RAHOU + BOURAHLA	20	GROUPEMENT TAHAR +MSAHEL	20
GROUPEMENT MD (MOKHTAR +DJELLAKH)	20	GROUPEMENT SZMA (MORDJANE +SNIBAT+MESKINE+ABED)	20
Groupeement AECHEA (bentouati+lazreug)	20	BET CHAIBEDRA MOHAMED CHERIF AMINE	20
GROUPEMENT ROUABHI AEK et SEHIL Latife	20	GROUPEMENT KOOP STUDIO (ATATFA +AROUSSE+ZAHZAH).	20
GROUPEMENT HADRI +KAMOUIMIA	20		

Les candidats pré qualifiés dans cette première phase sont invités à remettre leurs plis des prestations, leurs offres techniques et leurs offres financières de la manière suivantes : Une enveloppe fermée, anonyme contenant Trois plis séparés, l'un comportant l'offre financière (pas anonyme), le second l'offre graphique (anonyme) et le troisième pli comportant l'offre technique (pas anonyme). Cette enveloppe anonyme fermée et cachetée doit indiquer la référence et l'objet de concours 114/2025 du 21/09/2025 avec la mention suivante : Soumission à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres.

Concours restreint pour la maîtrise d'œuvre. -Adressées à Monsieur le Directeur Général de l'OPGI de Mostaganem Sis Avenue Mohamed Khemisti- Mostaganem

L'offre graphique: Le dossier de l'offre graphique doit être impérativement anonyme comprendra les documents suivants :

- Analyse de site : (Situation, contraintes, atouts, etc...) - Schéma de principe (Composition, implantation, intégration, alignement, etc...) - Schéma fonctionnel (Organisation, hiérarchie des espaces, circulation, etc...) - Parti architectural (principes de composition volumétrique, conception, etc...) - Un plan de masse au 1/500. - Les différentes vues en plan (1/100ème) pour les différents niveaux. - Les élévations des façades (1/100ème) plus la façade d'ensemble (urbaine). - Les coupes nécessaires à la compréhension du projet (1/100ème). - Vue en 3D (perspectives ou axonométries).

- Pièces écrites: Doivent être impérativement anonymes et contiennent :

- Rapport sur le choix architectural (Système constructif, intégration au site et à l'environnement immédiat et tout autre document qui peut expliciter le projet).
- Description de l'ouvrage : Evaluation des coûts des réalisations avec une récapitulation totale pour le projet y compris les VRD (aménagement extérieur, AEP, voirie, éclairage public, électricité et gaz).
- Planning d'exécution de l'étude par phase.
- Le tableau comparatif des surfaces projetées par rapport au programme.
- Une fiche technique détaillée du projet contenant :
 - 1- surface foncière. 2- surface d'emprise au sol 3- surface construite.

N.B. L'offre de prestation ne doit en aucun cas comporter des indications sur le prix de la soumission sous peine de rejet de l'offre.

• L'offre technique: Elle ne doit contenir que les documents cités ci-dessous

1- Déclaration à soumettre dûment renseignée, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire. 2- Mémoire technique justificatif ; permettant d'évaluer l'offre technique du soumissionnaire, dûment renseignée, signée, cachetée et datée par le soumissionnaire 3- Le cahier des charges portant à sa dernière page la mention manuscrite « lu et accepté »

- L'offre financière: L'offre financière contient les documents suivants : - Lettre de soumission remplie signée, cachetée et datée -

Récapitulation partie fixe et la partie variable, cachetée et datée - Une récapitulation des honoraires, cachetée et datée

Les candidats pré-qualifiés sont invités à remettre leurs plis des prestations, leurs offres techniques et leurs offres financières, le 21 ème jour avant 10 H 00 à compter de la date de la première publication des résultats de l'évaluation des dossiers de candidature. Si cette date coïncide avec un jour férié ou un jour de repos hebdomadaire légal (Vendredi ou Samedi), la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La séance de l'ouverture des plis des prestations se tiendra le jour de la remise des offres à 10H30 au siège de l'OPGI de Mostaganem. Cette séance n'est pas publique.

LE DIRECTEUR GENERAL

ANEP N° 2531013712 Le Quotidien d'Oran 19/10/2025

2

20.05 Astérix et Obélix : AU SERVICE DE SA MAJESTÉ



Alors que Jules César, toujours assoiffé de conquêtes, tourne son regard vers cette terre lointaine, les Britanniques, menés par la reine Cordelia (Catherine Deneuve), se retrouvent acculés. Leur dernière chance ? La légendaire potion magique des Gaulois, capable de conférer une force surhumaine à quiconque en boit. Pour obtenir ce précieux élixir, Cordelia envoie Jolitorax (Guillaume Gallienne), un jeune et courageux sujet, traverser la Manche afin de solliciter l'aide du village d'Abraracourcix, célèbre pour sa résistance acharnée contre les légions romaines.



18.55 Journal
19.30 20h30
le dimanche

3

20.10 Les enquêtes de Dan Sommerdahl



Saison 5 - Ep 1 : Meurtre à la fête foraine
Les attractions foraines s'installent en ville pour toute la période estivale et attirent les visiteurs venus profiter des manèges et des stands. L'atmosphère festive bascule brutalement vers le drame lorsqu'un forain est découvert assassiné sur son propre stand, suscitant la panique parmi la foule. Marianne procède aux premières constatations et relève un cheveu inconnu sur le cadavre du forain, un élément qui pourrait...

4

20.00 Folle Amanda



Ancienne gloire du music-hall, Amanda a toujours vécu sans se soucier du lendemain, jusqu'au jour où elle se retrouve à court d'argent et bien obligée de trouver une solution avant la banqueroute. Lui vient alors une idée folle : publier ses mémoires, riches en anecdotes croustillantes, pour se renflouer. Hélas, son ex-mari, Philippe Morhange, aujourd'hui ministre, n'apprécie guère la perspective de voir de tels souvenirs exposés au grand jour.

22.05 Chicandier et Mathou font leur show à Saint-Etienne

5

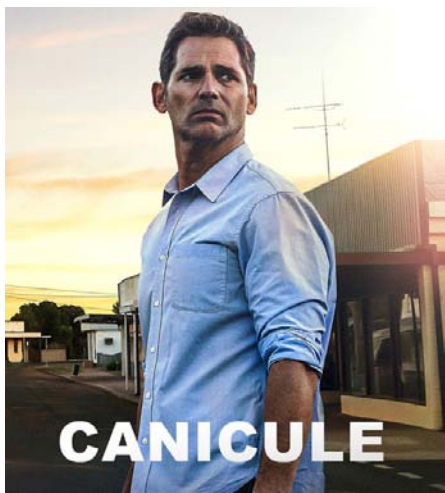
arte

TMC

08.25 Silence, ça pousse !
09.20 Echappées belles
11.00 A la découverte du monde
11.30 C à vous
13.35 David Hallyday, requiem pour un fou
15.25 L'Australie vue du ciel
16.25 Qu'est-il arrivé à Rosemary Kennedy ?
17.30 En société
19.00 C politique
20.07 Opioides, business & addiction
21.50 Le monde en face
22.05 Les raisins du Reich

09.15 Les délices d'Emilie-Romagne
09.50 L'archipel des Philippines
12.05 Quand l'histoire fait dates
12.35 Big
14.15 Les métamorphoses du continent blanc
15.45 Diables de Tasmanie, la dernière chance
16.45 Robert Rauschenberg : Précurseur du pop art
17.40 Riccardo Chailly & Beatrice Rana interprètent Rachmaninov
18.45 Arte journal
19.05 Irrésistible Gary Cooper

08.15 Le bétisier de l'été
11.35 Animaux à adopter
18.55 Les mystères de l'amour
20.15 Esprits criminels



CINE +
FRISSEON 19.50

CANICULE

Aaron Falk, policier fédéral à Melbourne, est contacté par Gerry Hadler, qui lui demande de revenir dans sa région natale de Wimmera, pour assister aux funérailles de Luke, le fils de Gerry. L'homme, un ami d'enfance d'Aaron, s'est suicidé. Il est accusé d'avoir tué juste avant son épouse Karen et leur fils aîné Billy, n'épargnant que leur bébé, Charlotte. Cependant, Gerry et son épouse Barb sont convaincus de l'innocence de leur fils. Ils demandent à Aaron d'enquêter sur l'affaire, qui fait écho à une tragédie plus ancienne, qui a marqué la communauté.



CANAL+
CINEMA 20.00

Blood Star

Roberta Torres, Bobbi, pour ses proches, traverse un désert américain pour rejoindre la ville où elle compte poursuivre ses études. La jeune femme compte aussi changer de vie et mettre de la distance avec Rhett, son compagnon, un homme violent. Alors qu'elle s'arrête pour faire le plein d'essence, elle croise le parcours du shérif Bilstein, qui se montre un tout petit peu trop avenant avec elle. Elle poursuit sa route et quelques kilomètres plus loin, le même shérif lui ordonne de s'arrêter et l'accuse d'avoir abîmé un des gyrophares de son véhicule avant de lui infliger une contravention et une amande.



CINE +
PREMIER 19.50

KINDS OF KINDNESS

Dans une société où le contrôle est omniprésent, Robert (Jesse Plemons) et son mari Sarah (Emma Stone) vivent sous l'autorité tyrannique de Raymond (Willem Dafoe), un homme qui régule chaque aspect de leur existence. Leur quotidien bascule lorsque Raymond ordonne à Robert de tuer R.M.F., un individu ayant accepté d'être assassiné. Ce geste atroce devient un catalyseur pour Robert, qui, pris de remords, refuse d'exécuter cet ordre macabre et se confie à Raymond, déclenchant ainsi une rébellion intérieure. Parallèlement, Daniel (Joe Alwyn), un homme désespéré, recherche sa femme Liz (Margaret Qualley), biologiste marine, disparue sans explication.

TÉLÉVISION

TF1

20.10 Ant-Man et la Guêpe : Quantumania



09.05 Automoto
10.00 Téléfoot
10.50 Les douze coups de midi
12.00 JT 13h
12.40 Grands reportages
13.50 Reportages découverte



15.10 Les Docs du week-end
16.20 Sept à huit
18.50 Les nouveaux modèles
19.00 JT 20h
19.45 TF1, rendez-vous sport

Après avoir joué un rôle clé aux côtés des Avengers pour sauver l'univers, Scott Lang (Paul Rudd), alias Ant-Man, et Hope Van Dyne (Evangeline Lilly), la redoutable Guêpe, ont enfin trouvé un équilibre dans leur vie. Hope dirige désormais une entreprise technologique innovante, dédiée à des projets humanitaires, tandis que Scott savoure son nouveau statut de célébrité grâce au succès inattendu de son autobiographie, « Attention aux petits ».

6

20.10 Capital



09.25 Turbo
11.45 Le 12.45
12.25 Un jour, un doc week-end
16.10 66 minutes
17.40 66 minutes : grand format



18.45 Le 19.45
19.10 Le 2010, Anne-Sophie Lapix
19.40 E=M6

**-Toujours plus pour moins cher :
que valent les nouveaux bons**

Le nombre de buffets à volonté en France dépasse désormais les 4.000 avec des établissements qui cherchent constamment à innover pour remplir leurs immenses salles. Pour se démarquer, ils misent sur un service de qualité, des décors uniques mais surtout sur des prix compétitifs. Découverte ensuite des secrets des rayons traiteur dans nos grandes surfaces.

22.15 Enquête exclusive

CANAL+

20.05 Toulon / Racing 92



09.38 L'hebd'Hollywood
11.18 Un petit Clique en +
11.41 En aparté
12.20 Better Man
16.10 The Match
16.30 Football : Premier League
18.29 Canal Football Club
19.25 Canal Rugby Club



20.01 Avant-match Top 14

Candidats aux six premières places, Melvyn Jaminet et les Toulonnais ne veulent pas abandonner des points importants devant leur public du stade Félix-Mayol. Les Varois affrontent une solide formation francilienne qui s'accroche à la quatrième place et se pose comme un rival direct dans la course aux places qualificatives pour la phase finale du championnat. Après les quatre premiers matchs, Ugo Seunes et les Ciel et Blanc affichent de bonnes statistiques avec trois victoires et une défaite.

20.05 Rugby : Top 14
22.24 Saturday Night Live

PLANETE +

TFX

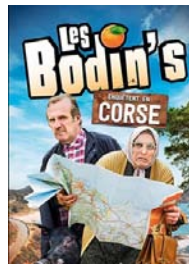
W9

08.20 American Pickers, la brocante made in USA
11.23 French Connection
12.49 Louis XIV et ses espions
14.38 Le génie des bâtisseurs
16.29 Vikings, les premiers rois
18.22 American Pickers, la brocante made in USA
19.55 Secrets de châteaux
21.36 Le génie des bâtisseurs

08.58 Top Info
09.00 Détox ta maison, 7 jours pour tout ranger
12.35 Friends
18.56 Petits plats en équilibre
19.00 Friends
20.10 Le grimoire d'Arkandias



08.00 Génération Hit machine
09.00 Fréquentstar
11.50 Desperate Housewives
15.30 La petite histoire de France
20.10 Les Bodin's enquêtent en Corse



21.50 Les Bodin's en Thaïlande

Mandat d'arrêt contre Netanyahu : la CPI rejette une demande d'appel israélienne



La Cour pénale internationale (CPI) a rejeté vendredi la demande d'appel déposée par Israël contre une décision antérieure confirmant les mandats d'arrêt délivrés à l'encontre du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et de l'ancien ministre de la Défense Yoav Gallant. Dans une décision qui a fait la Une de la presse internationale, la CPI a estimé en novembre qu'il existait des « motifs raisonnables » de croire que MM. Netanyahu et Gallant portaient une « responsabilité pénale » pour des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité présumés liés à la guerre à Gaza.

En mai, Israël avait demandé à la CPI de rejeter ces mandats, alors que celle-ci examine une autre contestation visant à déterminer si elle est compétente dans cette affaire.

Israël a demandé l'autorisation de faire appel de cette décision, mais les juges ont statué vendredi que « la question, telle que formulée par Israël, n'est pas susceptible d'appel ».

« La Chambre rejette donc la demande », a déclaré la CPI dans une décision complexe de treize pages.

L'Iran dit ne plus être tenu par les « restrictions » liées à son programme nucléaire

L'Iran a affirmé samedi ne plus être tenu par les « restrictions » liées à son programme nucléaire, tout en réitérant son « engagement » pour la diplomatie, le jour de l'expiration d'un accord international conclu il y a dix ans.

Cet accord, signé en 2015 par l'Iran, la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne, les Etats-Unis, la Russie et la Chine, visait à encadrer les activités nucléaires de la République islamique en échange de la levée des sanctions de l'ONU qui pesaient fortement sur son économie.

Sa date d'expiration avait été fixée au 18 octobre 2025, soit dix ans exactement après l'entérinement du texte par l'ONU, via la résolution 2231. Désormais, « toutes les dispositions (de l'accord), y compris les restrictions prévues pour le programme nucléaire iranien et les mécanismes connexes, sont considérées terminées », a écrit la diplomatie iranienne dans un communiqué publié à l'occasion de l'expiration du pacte.

L'accord plafonnait l'enrichissement d'uranium par l'Iran à 3,67% et prévoyait une stricte supervision de ses activités nucléaires par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), gendarme onusien du nucléaire.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Liban: la justice ordonne la libération sous caution de Hannibal Kadhafi après dix ans de détention



La justice libanaise a ordonné vendredi la libération de Hannibal Kadhafi, l'un des fils de l'ex-dirigeant libyen Mouammar Kadhafi, détenu depuis dix ans sans jugement, en échange d'une caution de 11 millions de dollars.

Son avocat français a déclaré à l'AFP qu'il allait contester la caution et affirmé que son

client ne pouvait réunir cette somme, le clan de l'ex-dictateur libyen étant soumis à des sanctions internationales.

Les autorités libanaises avaient indiqué exiger de Hannibal Kadhafi des informations sur la mystérieuse disparition en Libye du dirigeant chiite libanais Moussa Sadr, en 1978, dont ils accusent son père.

Hannibal, aujourd'hui âgé de 49 ans, avait deux ans à l'époque. « Le juge d'instruction dans l'affaire de l'enlèvement et la disparition de l'imam Sadr a accepté la libération de Hannibal Kadhafi, en échange d'une caution de 11 millions de dollars », a indiqué à l'AFP un responsable judiciaire libanais.

Le Parlement portugais vote pour l'interdiction du port du voile en public

Le Parlement portugais a adopté vendredi en première lecture un texte soumis au vote par l'extrême droite afin d'interdire « l'occultation du visage dans des lieux publics », ciblant dans la pratique le port du voile intégral, burqa ou niqab.

La proposition de loi du parti Chega, devenu la deuxième force politique du pays ibérique lors des élections législatives de mai dernier, a été approuvée avec les voix de ses 60 députés, ainsi que par celles de la coalition gouvernementale de droite

modérée et celles d'une formation libérale. Le parti du Premier ministre Luis Montenegro a toutefois prévenu que « le texte présenté peut et doit être perfectionné ».

L'ensemble de la gauche, du Parti socialiste aux communistes, a voté contre le texte.

Limam Abu Sayed, à la tête du Centre islamique du Bangladesh, a réagi en affirmant auprès de l'agence Lusa que le voile intégral n'était pas « la norme » parmi les musulmans vivant au Portugal mais que c'était « une tradition pratiquée par certains ».



EDITORIAL

Par Abdou BENABBOU

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, SON CÔTÉ COUR ET SON CÔTÉ JARDIN

Ainsi, si l'Intelligence artificielle est une découverte technologique phénoménale en accordant aux humains une avancée heureuse en passe d'être sidérante, elle peut aussi les transformer en zombies. Les générations montantes, de plus en plus droguées et addictives aux smartphones et aux nouveaux moyens de communication semblent manifester un fort élan incontrôlé pour se présenter en proies dociles face à un prédateur électronique. Leur rencontre effrénée et exagérément soutenue avec le téléphone portable les transporte dans un

monde virtuel. Les jeunes, plus que les adultes, s'embarquent dans un voyage vers l'irréel. L'Intelligence artificielle a toute la force nécessaire pour guider leurs esprits vers tout ce que représente l'irréalité. Elle risque de leur permettre de se façonner une existence fictive où le faux devient vrai. Chaque connexion permet maintenant de monter au ciel ou de sombrer dans l'enfer. Le menu au choix est varié et on constate déjà la détaxation de pans entiers de la société.

L'éducation traditionnelle sera peu à peu supplantée par un acteur superbement intelligent mais invisible les contraignant à s'abreuver de perceptions contraires à la réalité pour que chacun édifie son propre monde. On devine alors à l'avance la distanciation implacable entre la jeunesse et la réalité.

France: une fabrique de faux papiers démantelée



Un simple contrôle routier qui aboutit à la découverte d'une fabrique de faux papiers d'identité belges, italiens ou espagnols: un Tunisien de 22 ans a été condamné vendredi à deux ans de prison par la justice française.

Le 7 septembre à Vallauris (sud-est de la France), des policiers arrêtent une voiture. L'habitacle sent le cannabis et le conducteur a un morceau de résine dans sa poche.

Juste après, un passant qui semble le connaître l'interpelle pour lui rendre des clés, mais en utilisant son vrai nom - et non le faux nom qu'il avait donné aux policiers.

Lors d'une perquisition à l'appartement dont il est locataire, les policiers sont accueillis par deux hommes récemment arrivés de Tunisie, qui expliquent être logés là depuis quelques jours.

Ils trouvent surtout une véritable fabrique de faux papiers: une imprimante à sublimation thermique, un illuminateur ultra-violet, des cartes vierges avec ou sans puces électroniques, un ordinateur portable, un brouilleur d'ondes...

Ainsi qu'un stock déjà finalisé: 25 cartes d'identité belges, 33 cartes ou permis de séjour italiens et 15 cartes d'identité espagnoles ou portugaises.